

Prendre soin les uns des autres et se projeter vers l'avenir

Accord de coalition 2021-2025

VVD, D66, CDA et CU

15 décembre 2021

Nous présentons nos plans ambitieux pour l'avenir alors que les Pays-Bas traversent de nouveau une phase difficile de la pandémie de Covid-19. La période écoulée a été éprouvante pour de très nombreux Néerlandais, et la fin de la crise sanitaire ne semble malheureusement pas encore en vue. Cette crise agit comme un verre grossissant qui impose encore plus clairement à notre esprit nos responsabilités et ambitions communes.

Dans cet accord de coalition, nous présentons nos projets pour la législature à venir. Ils incluent la lutte contre le changement climatique, la résolution des problèmes liés aux émissions d'azote, la construction de logements abordables, l'amélioration de notre système de santé, d'importants investissements dans la sécurité et le combat contre la criminalité subversive, l'accroissement de l'égalité des chances et la lutte contre la discrimination, l'amélioration de la sécurité socioéconomique grâce au rééquilibrage du marché du travail et à l'action contre la pauvreté et le surendettement, la baisse ciblée des impôts et l'investissement dans notre prospérité future par le moyen de l'enseignement, de l'innovation et d'un climat favorable aux entreprises.

Pour réaliser ces ambitions, il faut aussi améliorer le fonctionnement de l'État, le plus urgent étant de perfectionner et d'accélérer la compensation des préjudices causés par l'affaire des allocations et les tremblements de terre à Groningue. L'État fort auquel nous aspirons ne perd pas de vue la dimension humaine ; il est compréhensible et accessible pour les citoyens, qui peuvent lui demander des comptes. Et il restaure ainsi la confiance. C'est dans cet objectif que nous renforcerons les capacités des organismes de mise en œuvre des politiques publiques.

Nos projets dépassent le cadre d'un mandat gouvernemental et requièrent une large adhésion, raison pour laquelle nous entendons travailler de concert avec les collectivités locales, les partenaires sociaux et les opérateurs de l'État. Les défis actuels demandent souvent une approche européenne, voire mondiale. Les Pays-Bas joueront donc un rôle moteur au sein et en faveur d'une Union européenne forte et efficace.

En tant que responsables politiques, nous ne devons pas nous contenter de parler de la société mais faire notre propre examen de conscience. Un nouveau style de gouvernance passe par une nouvelle culture politique portée vers la conciliation au lieu d'exacerber les différences. Nous souhaitons donc coopérer avec les partis qui se montreront constructifs au sein de la Chambre des représentants. Les débats sur le fond peuvent être animés. Ce n'est pas un problème tant que chacun fait preuve de respect. Rejetant toute rhétorique visant à blesser, nous nous élèverons contre les déclarations vexatoires et menaçantes.

Par ailleurs, il est crucial que les représentants du peuple, qu'ils soient membres de la coalition ou de l'opposition, puissent exercer au mieux leur tâche législative et de contrôle. Le renforcement de l'État de droit démocratique, pierre angulaire de notre société, est un enjeu qui doit mobiliser l'attention et les efforts communs du gouvernement et de la Chambre des représentants.

Nous voulons apporter des améliorations concrètes dans la vie de nos concitoyens. Les Néerlandais veulent un État fiable et efficace, qui leur permette de faire leurs choix de vie en famille, avec leurs amis, leurs collègues ou les bénévoles de l'association de quartier. Nous visons une société dans laquelle l'État donne les moyens aux citoyens de relever ensemble les défis.

Notre projet, en quelques mots, est celui d'un pays durable et prospère pour les générations actuelles

et à venir, dans lequel chacun peut participer à la hauteur de ses moyens, un pays qui offre à tous les bases de la sécurité socioéconomique et la perspective de développement individuel et collectif.

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| 1. Ordre juridique démocratique | 5 |
| <i>Renforcement de l'ordre juridique démocratique.....</i> | <i>5</i> |
| <i>Médias</i> | <i>8</i> |
| <i>Un avenir meilleur pour l'ensemble du Royaume</i> | <i>8</i> |
| 2. Un pays durable | 10 |
| <i>Climat et énergie.....</i> | <i>10</i> |
| <i>Agriculture, nature et azote.....</i> | <i>15</i> |
| <i>Logement et aménagement du territoire</i> | <i>17</i> |
| <i>Infrastructure.....</i> | <i>19</i> |
| 3. Sécurité et résilience de la société | 21 |
| 4. Sécurité d'existence et égalité des chances | 25 |
| <i>Éducation et développement</i> | <i>25</i> |
| <i>Marché du travail et revenus.....</i> | <i>29</i> |
| <i>Vers une société où chacun peut oser être soi-même.....</i> | <i>32</i> |
| <i>Intégration</i> | <i>33</i> |
| 5. Un pays prospère | 34 |
| <i>Une économie basée sur l'entrepreneuriat, l'innovation et l'équité.....</i> | <i>34</i> |
| <i>Culture et industrie de la création</i> | <i>35</i> |
| <i>Numérisation</i> | <i>36</i> |
| 6. Santé | 38 |
| <i>La santé aux Pays-Bas.....</i> | <i>38</i> |
| <i>Questions médico-éthiques.....</i> | <i>41</i> |
| 7. International | 44 |
| <i>Politique étrangère</i> | <i>44</i> |
| <i>Migrations</i> | <i>47</i> |

1. Ordre juridique démocratique

Renforcement de l'ordre juridique démocratique

L'ordre juridique démocratique qui fonde notre société présente des fissures. Nous voulons restaurer la confiance entre les citoyens et l'État. Cela passe par un État fiable, confiant en ses administrés et attentif à la dimension humaine. Nous voulons œuvrer à un État transparent, accessible et compréhensible. Nous souhaitons aussi renforcer nos institutions démocratiques, tant dans leur esprit que dans leur structure. Il s'agit notamment de consolider la surveillance indépendante et le contrôle démocratique de l'exécutif, de faciliter l'accès à la justice et d'accroître l'influence des citoyens sur les choix politiques.

Relation entre l'État et les citoyens

- Nous œuvrerons à un **État fiable, proche, juste et au service des citoyens**. Il devrait toujours être possible d'avoir un contact personnel avec l'administration, par exemple à un guichet. Et il faut maintenir autant que possible les services essentiels. Le gouvernement continuera le **programme de perfectionnement de la mise en œuvre des politiques publiques**. Il œuvrera en étroite collaboration avec les communes, point de contact privilégié entre les citoyens et l'administration.
- Nous évaluerons les **lois en fonction de leur simplicité, de leur dimension humaine et de leur applicabilité**, et apporterons les améliorations nécessaires. Il est inacceptable de qualifier immédiatement de fraudeur celui qui fait une faute involontaire. La mise en œuvre des politiques doit laisser des marges de correction pour remédier à des effets disproportionnés. Pour élargir si possible la capacité décisionnelle des professionnels, nous inclurons à la loi des **clauses de sauvegarde**.
- En réponse aux recommandations de la Commission temporaire sur les opérateurs de l'État (Documents parlementaires 35 387, n° 3), nous favoriserons les **tests de faisabilité effectués par les instances d'application**, la meilleure prise en compte des possibilités des systèmes et des TIC, l'évaluation des propositions parlementaires en fonction de leur applicabilité, ainsi que l'introduction d'une évaluation en fonction de la capacité d'action du citoyen et, éventuellement, d'un « test générationnel ». Les projets de loi importants devront être précédés d'une **lettre-cadre**. Les effets de la législation sur la mise en œuvre seront évalués au bout d'un an.
- Nous abaisserons les **droits de greffe** afin de faciliter l'accès à la justice des particuliers et des PME, et renforcerons le statut des avocats exerçant au titre de l'aide juridictionnelle.
- Nous créerons un service d'**aide juridique fiscale** indépendant et ouvert à tous, sur le modèle du *Taxpayers Advocate Service* américain.
- Au niveau local, nous encouragerons la **participation et l'initiative citoyennes**, comme un « droit au défi » permettant aux citoyens d'effectuer eux-mêmes des missions publiques normalement dévolues aux communes en bénéficiant des moyens afférents.

Renforcement des institutions démocratiques

- Nous visons une **séparation des rôles plus tranchée entre le Parlement et le gouvernement**. Nous voulons renforcer la mission de contrôle et le pouvoir législatif du Parlement. Nous rechercherons activement la coopération constructive avec les partis prêts à prendre leurs responsabilités, dans le cadre d'un débat ouvert et respectueux.

- En complément aux fonds Jetten (Documents parlementaires 35 300, n° 19), nous assoirons le financement durable du Greffe, du service Analyse et Recherche et du bureau Législation, de sorte à **renforcer la position de la Chambre des représentants**.
- Le gouvernement fera des propositions en vue d'**améliorer l'information du Parlement** et, si besoin, d'étendre la publicité des documents. L'échange d'informations entre fonctionnaires et parlementaires sera facilité. Nous réviserons la loi sur les archives et veillerons à son application uniforme dans tous les ministères et les organismes de mise en œuvre.
- Nous fournirons aux inspections et aux **organismes de contrôle** tels que l'Autorité de protection des données à caractère personnel, le Médiateur national, la Cour des comptes et le Comité consultatif sur la vérification des charges administratives des moyens supplémentaires leur permettant de bien effectuer leurs tâches.
- La procédure de nomination des hauts fonctionnaires par l'intermédiaire du **Service de la Haute Fonction publique** s'appuiera davantage sur l'expertise individuelle, ce qui se traduira par un turnover moins rapide.
- Afin de garantir **l'indépendance des inspections**, le gouvernement finalisera un projet de loi sur les inspections nationales.
- Suite aux recommandations de la **commission d'État sur le régime parlementaire** (commission Remkes), l'examen des propositions de mise en œuvre, telles que soumises au Conseil d'État et au Parlement, sera poursuivi.
- Nous nous attèlerons à l'élaboration d'un **contrôle de constitutionnalité**, conformément à la recommandation de la commission d'État sur le régime parlementaire, sous la forme la mieux adaptée au système juridique néerlandais.
- Nous réfléchirons au **statut des collectivités locales**, et à celui du maire en particulier, dans le but de les pérenniser.
- Quand l'intérêt général l'exige, le gouvernement utilisera la **possibilité de donner des instructions aux collectivités locales**, dans le respect de leur autonomie et de garanties adaptées.
- En vue d'assurer des **ressources stables aux collectivités locales** et d'accroître leur autonomie, nous élaborerons un nouveau système de financement pour après 2025. Ce faisant, nous envisagerons d'élargir leur marge de manœuvre fiscale et chercherons des solutions de remplacement pour la taxe foncière et la taxe sur les véhicules à moteur. Durant la présente législature, l'évolution des fonds des communes et des provinces suivra globalement celle des dépenses publiques de l'État.
- En outre, la **réduction de la dotation aux communes en vue de favoriser leur regroupement sera gelée** ; elles recevront une dotation pour la mise en œuvre de la politique climatique ainsi que, conformément aux recommandations du comité des sages, des fonds complémentaires pour l'aide à la jeunesse. À partir de 2024, de nouvelles mesures s'ajouteront à l'actuel programme de réforme en matière d'aide à la jeunesse, par exemple la fixation de normes concernant la durée de prise en charge, l'introduction d'une franchise, ou une combinaison de ces deux options.

Affaire des allocations de garde d'enfant

- Dans l'affaire des allocations de garde d'enfant, les parents concernés et leurs enfants ont subi une grande injustice, avec de terribles conséquences dans toutes les facettes de leur vie. Pour leur rendre justice, il est crucial de mettre en place une **compensation généreuse**

sans oublier l'aspect émotionnel.

- La récente **révision du dispositif de réparation des dommages** a permis d'examiner, avec les parents, les communes et les autres parties intéressées, les possibilités d'accélérer et d'améliorer sa mise en œuvre. Crucial pour mieux répondre aux besoins des parents et de leurs enfants, le nouveau dispositif leur garantit un contact personnel rapide avec l'administration, donne aux communes un rôle plus important de point de contact et de soutien ciblé et accorde davantage d'attention au rétablissement psychologique dans l'ensemble du processus.
- Les parents indiquent clairement avoir besoin de **sérénité et de clarté**. La réparation sera donc guidée par les principes suivants : agir avec rigueur, tenir compte des différentes situations et offrir une aide réelle. Il s'agit d'une opération de longue haleine qui durera au moins jusqu'en 2023.
- La compensation financière et le rétablissement psychologique des parents et enfants touchés ne suffiront pas à restaurer la confiance ni à garantir un avenir meilleur. Nous avons donc l'intention de **supprimer les allocations de garde d'enfant**, afin que les parents ne se perdent plus dans des formalités compliquées ni ne doivent rembourser d'importants montants. Dans les années à venir, nous réviserons le système en profondeur. Nous augmenterons progressivement la prise en charge des frais d'accueil de la petite enfance, jusqu'à 95 % pour les parents qui travaillent. Les fonds seront versés directement aux structures d'accueil, de sorte que les parents ne soient plus confrontés à des remboursements élevés et n'aient plus qu'à payer une contribution réduite. Nous allons également réformer le système des allocations logement en vue de le simplifier. Nous continuerons entre-temps à améliorer par touches l'actuel système d'allocations (Documents parlementaires 31 066, n° 898).
- Nous poursuivrons sans relâche la **lutte contre la pauvreté et le surendettement**, et améliorerons les méthodes de recouvrement de l'administration pour les rendre plus responsables et plus humaines. Et nous prendrons les mesures indiquées plus haut pour améliorer la relation entre l'État et le citoyen.

Préjudice dû à l'extraction de gaz dans la province de Groningue

- Nous devons déployer des efforts importants pour regagner la confiance des habitants de Groningue. À cet effet, nous nous attacherons à **offrir rapidement des perspectives** aux habitants et aux entrepreneurs de la région touchée par les tremblements de terre, en concertation avec la région et sans perdre de vue la faisabilité technique. Pour ce faire, nous débloquerons si nécessaire des fonds complémentaires.
- Les principes sous-tendant notre action sont les suivants : l'opération de renforcement et de réhabilitation doit se **clôturer de façon lisible et généreuse** ; les habitants régiront autant que possible eux-mêmes les travaux à leur propre logement, sur une base individualisée ; le renforcement et la réhabilitation auront lieu simultanément si les habitants le demandent ; l'opération de renforcement et de réhabilitation couvrira en principe également la réparation durable des fondations.
- Le principe de **renversement de la charge de la preuve** s'appliquera. Pour accélérer le traitement des cas complexes, un dispositif de mandat sera mis en place.

Médias

La liberté de la presse est indispensable au bon fonctionnement de la démocratie, que ce soit au niveau national, régional ou local. De plus en plus souvent, les journalistes sont la cible de menaces et d'agressivité. C'est inacceptable. Nous défendrons ardemment la liberté de la presse et nous attacherons à créer un climat sûr permettant aux journalistes de faire leur indispensable travail. Et nous poursuivrons la lutte contre la désinformation et l'infox.

- Ancré dans la société, le service public de radiotélévision représente différents courants sociaux et propose une offre plurielle, indépendante et de qualité. Ce système est cependant mis à mal par les grandes entreprises commerciales, souvent étrangères, qui dominent de plus en plus les médias et l'accès à l'information. En vue de prévenir une telle situation de domination, **la loi sur la concurrence sera modernisée**. Il est crucial de maintenir des médias de service public : une source d'information reconnaissable, indépendante et fiable.
- Nous poursuivrons donc la mise en œuvre des mesures préconisées par la **note stratégique sur l'avenir de l'audiovisuel** (Documents parlementaires 32 827, n° 157), notamment la réduction de moitié, par touches progressives, de la publicité sur les chaînes de la télévision publique linéaire, et le renforcement de la coopération entre les acteurs médiatiques publics et privés en vue de fournir des contenus communs en néerlandais. Nous soumettrons également les grands services de streaming étrangers à une obligation d'investissement.
- Nous augmenterons le **budget alloué au journalisme d'investigation**.
- Afin de garantir **l'indépendance de la presse locale**, nous transférerons son financement du Fonds des communes au budget de l'État et accroîtrons les investissements.
- En vue de mieux garantir l'ancrage social et la qualité des chaînes de radio et de télévision, nous fixerons d'ici un an de **nouveaux critères d'admission et de redevabilité**, en plus des conditions relatives au nombre d'adhérents.
- Nous achèterons les archives de l'Institut néerlandais de l'audiovisuel (*Beeld en Geluid*) et les mettrons à la disposition du public, libres de droits, dans le but de créer une « **Mémoire des Pays-Bas** ».
- Les programmes de la radiotélévision publique néerlandaise (NPO) seront autant que possible **accessibles aux personnes souffrant d'un handicap audiovisuel**, à l'aide de l'audiodescription, de l'interprétation en langue des signes et du sous-titrage.
- Au total, nous investirons 30 millions d'euros par an dans les médias.

Un avenir meilleur pour l'ensemble du Royaume

Au sein du Royaume, nous partageons un passé et un futur communs. Ce futur, c'est ensemble que nous lui donnons forme. Nous voulons aider les trois pays caraïbes à prendre le chemin d'une croissance durable après dix ans de stagnation économique et à se relever des épreuves causées par un ouragan puis une pandémie. Nous le ferons dans l'esprit du Statut du Royaume : sur la base de l'égalité, de la réciprocité et en tenant dûment compte des souhaits concernant une éventuelle révision de ce Statut. Pour ce qui est des Pays-Bas caraïbes, nous poursuivrons nos efforts pour que Bonaire, Saba et Saint-Eustache soient sur un pied d'égalité avec le reste des Pays-Bas.

Bonaire, Saba et Saint-Eustache

- Nous **consoliderons le marché du travail des Pays-Bas caraïbes** (Bonaire, Saba et Saint-Eustache), en particulier au profit des jeunes, et lutterons contre la pauvreté. Pour Bonaire, l'accord de Kralendijk servira de base. Nous stimulerons le dialogue social à Saba et Saint-Eustache.
- Nous passerons des accords clairs avec les communes caraïbes en vue de garantir le **financement pérenne des services de base**.
- Nous investirons dans l'économie des Pays-Bas caraïbes et prendrons des mesures pour y **réduire le coût de la vie**. Nous mettrons en œuvre la revalorisation des minima sociaux en rehaussant les allocations d'aide sociale mais aussi en rendant plus abordables les services d'utilité publique grâce au passage accéléré à des réseaux énergétiques et d'assainissement entièrement durables et à l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable. Nous soutiendrons les projets en faveur de l'agriculture locale, de sorte à réduire la dépendance aux importations de nourriture, et nous exploiterons l'énorme potentiel de l'écotourisme.
- Nous protégerons mieux l'**exceptionnel patrimoine culturel et naturel** de Bonaire, Saba et Saint-Eustache, y compris sous les eaux.
- Au total, nous investirons 30 millions d'euros par an.

Aruba, Curaçao et Saint-Martin

- Aruba, Curaçao et Saint-Martin, les trois autres pays du Royaume, sont constitutionnellement autonomes et ont leur propre responsabilité en matière de bonne gouvernance et de gestion saine des finances publiques. Les relations entre ces trois pays et les Pays-Bas reposent sur le principe de réciprocité. La pandémie de Covid-19 et ses retombées ont renforcé l'urgence de consolider et d'améliorer la **gouvernance** et les finances publiques dans les trois pays.
- Nous continuerons, sur la base d'accords pérennes avec Aruba, Curaçao et Saint-Martin, à œuvrer à la **bonne gouvernance, à la lutte contre la corruption et au renforcement durable de l'économie et de l'enseignement**.
- Nous voulons combler le **déficit démocratique** à la Chambre des représentants lors de l'examen des projets de loi concernant l'ensemble du Royaume en introduisant un système de proportionnelle au profit des pays caraïbes.
- Nous ferons en sorte que les électeurs résidant à Aruba, à Curaçao et à Saint-Martin puissent voter aussi facilement lors des **élections du Parlement européen** que les électeurs des Pays-Bas métropolitains.
- Nous étendrons à l'ensemble du Royaume le système de garanties de l'Agence néerlandaise pour les entreprises (RVO) et du Fonds de croissance national, ainsi que les dispositifs en faveur de la production énergétique durable (SDE++), et apporterons ainsi une **contribution rentable au développement économique des pays caraïbes**.

2. Un pays durable

Climat et énergie

Le changement climatique est le défi de notre génération. Une bonne politique climatique offre la possibilité de bâtir une économie solide et durable, créatrice d'emplois. Nous préparerons les Pays-Bas pour l'avenir – neutralité climatique, affranchissement des énergies fossiles et économie circulaire – avec un approvisionnement énergétique propre et une politique industrielle verte. Les Pays-Bas sont un pays prospère qui entend se placer dans le peloton de tête européen de la transition vers l'économie verte. À l'exemple de nos ancêtres bâtisseurs de polders et des ouvrages du plan Delta, nous travaillerons ensemble à un avenir durable. Nous voulons nous employer au maintien de la viabilité et de l'habitabilité de notre pays et de notre planète. C'est pourquoi nous poursuivrons l'objectif de l'accord de Paris – limiter à 1,5 degré le réchauffement climatique – et renforcerons la biodiversité. Le gouvernement veut donner aux ménages et aux collectivités, aux entreprises et aux coopératives, aux villages et aux villes les moyens de réaliser cette transition vers la durabilité. Nous veillerons à ce que chacun participe, à ce que le pollueur paie et à ce que personne ne soit laissé pour compte. Nous rendrons de la sorte justice à la planète, aux prochaines générations et à tout un chacun.

- Les Pays-Bas veulent être le chef de file en Europe de l'action contre le réchauffement de la planète. Pour atteindre la neutralité climatique au plus tard en 2050, **nous rehausserons à 55 % l'objectif de réduction des émissions de CO₂ prévu pour 2030 dans la loi sur le climat**. Nous engageant fermement en faveur de cet objectif, nous prendrons si nécessaire des mesures supplémentaires pour sa réalisation. Pour plus de garantie, nous convenons de viser plus haut dans la mise en œuvre de la politique, **c'est-à-dire environ 60 % en 2030**.
- Nous ne devons pas relâcher nos ambitions **après 2030**. Nous visons donc une réduction de 70 % en 2035 et de 80 % en 2040. Pour y parvenir, nous préparerons durant la présente législature l'introduction en 2030 d'un système de tarification routière ainsi que la construction de centrales nucléaires. Dans le même temps, nous pérenniserons nos réseaux énergétiques.
- La **répartition sectorielle de la réduction des émissions pour 2030** est détaillée en annexe. Cette répartition n'a qu'une valeur indicative, tout comme les dépenses et les recettes. Il appartient au gouvernement de définir un dispositif intégral qui aboutisse à une réduction suffisante et tienne compte des risques de fuite de carbone, de l'applicabilité, du rapport coût-efficacité et de la capacité des Pays-Bas à générer des revenus. Les calculs actualisés de ces différents aspects seront confiés aux bureaux d'analyse nationaux.
- Un **ministre du Climat et de l'Énergie** sera responsable de la mise en œuvre de cette politique et du fonds pour le climat. Pour effectuer la transition, nous renforcerons la **capacité opérationnelle** de l'État et des collectivités territoriales. Un comité scientifique indépendant (comme au Royaume-Uni) sera chargé d'évaluer et de guider cette démarche. Le « test générationnel » (évaluation de l'impact sur les jeunes) des choix politiques permettra de définir notre action à partir d'une approche visant la prospérité générale. Les citoyens auront la possibilité de participer activement à la politique climatique.
- Un **fonds pour le climat et la transition, doté de 35 milliards d'euros** pour les 10 prochaines années, viendra s'adosser à la SDE++ (subvention destinée à stimuler la production énergétique durable et la transition climatique) pour contribuer à la construction de l'infrastructure nécessaire (électricité, chaleur, hydrogène et CO₂), à la concrétisation de la politique

industrielle verte ainsi qu'à la mobilité et à l'urbanisation durables.

- La réalisation de grands projets d'infrastructure énergétique d'intérêt national se heurte à la lenteur des procédures. Nous remédierons à ce problème par une approche comparable à celle prévue par la **loi sur la crise et la relance**.
- Après l'adoption du paquet « Ajustement à l'objectif 55 » par l'Union européenne, la politique climatique **sera révisée** compte tenu des effets prévus sur les émissions de CO₂ et de son accessibilité financière pour les ménages et les PME.
- Une des conditions préalables à une politique climatique ambitieuse est de disposer de **suffisamment de spécialistes**, dès maintenant comme à l'horizon 2050. Nous nous attèlerons à cette tâche avec les établissements d'enseignement, les collectivités territoriales et les partenaires sociaux par la formation et, si nécessaire, la reconversion professionnelle.

Industrie et entreprises

L'industrie de demain fonctionnera avec de l'énergie propre et des matières premières biologiques et fournira des produits circulaires. Notre ambition est d'être dans le peloton de tête de cette transition vers l'industrie verte. Cela passe par une politique industrielle durable et un mécanisme de réciprocité entre les pouvoirs publics, les entreprises et la société. À partir d'accords solides et contraignants, et non sur une base facultative, nous veillerons à faire de l'industrie néerlandaise une référence européenne et mondiale en matière de durabilité. Nous améliorerons ainsi le climat des affaires et pérenniserons l'emploi aux Pays-Bas.

- Nous allons **rehausser le niveau d'ambition dans l'industrie**, en commençant par la réduction des émissions dans les secteurs du système d'échange de quotas d'émissions (SEQE-UE), outre nos obligations liées au paquet « Ajustement à l'objectif 55 ».
- Nous passerons des **accords sur mesure contraignants avec 10 à 20 des plus gros émetteurs** de gaz à effet de serre (GES). Nous veillerons à maintenir la cohérence des pôles industriels. Les accords sur mesure reposeront sur la réciprocité. Cela implique qu'en réponse à l'action de l'État en faveur d'une nouvelle infrastructure énergétique et aux ambitions convenues en matière de durabilité, les entreprises s'engageront à investir plusieurs années aux Pays-Bas, à cofinancer les formations, à appliquer les principes du « bon employeur » et à contribuer à la qualité du cadre de vie.
- Les mesures d'incitation seront renforcées par l'**augmentation de la taxe marginale venant s'ajouter au tarif du SEQE-UE**. Dans un souci de prévisibilité, un montant plancher progressif du prix SEQE sera introduit, de préférence en concertation avec nos voisins. L'excédent éventuel de la taxe marginale et du prix plancher progressif sera reversé dans le fonds climatique pour la durabilité des entreprises.
- Des investissements supplémentaires seront consentis dans la recherche et le développement de **technologies décarbonées**. L'effort portera sur des programmes de grande ampleur qui contribueront à la maîtrise des coûts de la transition énergétique. Nous définirons un objectif ambitieux d'**économie circulaire** et un programme pour sa mise en œuvre. L'État exercera un rôle exemplaire à cet égard. Nous veillerons à établir une meilleure corrélation entre politique climatique et circularité.
- **Nous aiderons les PME dans leurs efforts pour la durabilité**. Nous leur fournirons des informations et des conseils sur les mesures qu'elles peuvent prendre. Nous les inciterons à accroître leur durabilité et simplifierons la réglementation à cet effet. La politique climatique future sera évaluée sur la base de ses effets sur les PME.

- Nous veillerons à maintenir un cadre de vie propre et sain en durcissant notre action contre la **criminalité environnementale et les risques environnementaux**. Nous nous appuierons pour ce faire sur le rapport de la commission Van Aartsen (commission consultative sur l'octroi d'autorisations, le contrôle et les sanctions).

Mix énergétique

Nous consommerons toujours de l'énergie, mais nous nous tournerons vers des sources non émettrices de gaz à effet de serre et stimulerons les économies d'énergie. Ainsi, nous nous dirigerons rapidement après 2030 vers la neutralité climatique totale de notre approvisionnement énergétique. Nous ferons rapidement décroître la consommation d'énergies fossiles tout en garantissant la disponibilité et l'accessibilité financière des sources propres.

- L'extension du parc éolien offshore, du solaire, de la géothermie, du biogaz et de l'aquathermie nous permettra de stimuler la **diversification des sources renouvelables**. Dans le même temps, nous augmenterons la production et l'importation d'hydrogène.
- L'utilisation de la **biomasse forestière** à des fins énergétiques sera réduite le plus rapidement possible, en tenant compte du rapport coût-efficacité. L'utilisation de la biomasse en cascade permettra de maximiser sa valeur. Nous autoriserons uniquement l'utilisation de la biomasse produite dans l'UE, de sorte à garantir le respect des critères de durabilité. Nous veillerons à accélérer le développement d'alternatives durables pour la production de chaleur.
- Le nucléaire peut compléter le solaire, l'éolien et la géothermie dans le mix énergétique et servir à la production d'hydrogène, ce qui permet également de réduire notre dépendance aux importations de gaz. La **centrale nucléaire de Borssele** restera donc plus longtemps en service, sans négliger bien entendu la sécurité de son fonctionnement. Le gouvernement prendra en outre les mesures nécessaires à la construction de **deux nouvelles centrales nucléaires**. Cela signifie que nous aiderons les opérateurs du marché à lancer des études exploratoires, que nous soutiendrons les innovations, passerons des appels à projets, déterminerons la contribution financière de l'État et adapterons si nécessaire la législation. Nous veillerons aussi au stockage sûr et permanent des déchets radioactifs.
- Des **normes de distance claires seront définies pour la construction d'éoliennes terrestres**, et la participation (financière ou autre) des riverains sera encouragée afin de renforcer leur adhésion. Faute d'espace disponible suffisant, nous miserons surtout sur l'installation à grande échelle de panneaux solaires sur les toits, pour laquelle nous fixerons aussi des normes. Les parcs photovoltaïques terrestres seront uniquement autorisés sur des terres à usage multiple, comme celles appartenant à l'État.
- L'**extraction de gaz dans la province de Groningue** sera, comme prévu, démantelée aussi vite que possible car la sécurité des habitants passe avant tout. L'importation de gaz sera maintenue durant les prochaines années pour répondre à nos besoins énergétiques. La procédure concernant l'extraction à partir de la localité de Ternaard sera achevée, mais aucune nouvelle autorisation d'extraction de gaz sous la mer des Wadden ne sera délivrée. Nous soutiendrons l'extraction gazière en mer du Nord et instaurerons des taux de remplissage obligatoires pour les stocks de gaz afin de réduire notre dépendance à l'égard d'autres pays.
- Nous étudierons les possibilités de réduire dans un premier temps puis de supprimer totalement les **incitations financières à la consommation d'énergies fossiles**. Ce

démantèlement se fera de préférence en concertation avec d'autres pays, pour ne pas nuire à notre attractivité.

- Pour réaliser les objectifs dépassant ceux de l'accord sur le climat, nous augmenterons les capacités de **captage et de stockage de carbone (CSC)**. Si nécessaire, nous relèverons le plafond du dispositif d'incitation au CSC, de sorte à atteindre nos objectifs.

Environnement bâti

La meilleure énergie est l'énergie économisée. C'est encore plus vrai en ces temps où les prix de l'énergie s'envolent. Écologiser son habitat n'implique pas seulement une réduction des émissions et un accroissement du confort, mais aussi une baisse de la facture d'énergie. Nous allons résolument nous atteler à définir une politique inventive et pragmatique pour écologiser nos habitations et nos entreprises en veillant à faciliter les choses pour les ménages et les PME. Nous commencerons par l'isolation : comme le préconise le Programme national d'isolation, le processus doit être plus rapide, plus créatif et plus social qu'actuellement. Nous miserons aussi sur le chauffage durable. Nous prendrons dûment en compte les moyens financiers des ménages à revenu faible et intermédiaire, ainsi que ceux des PME.

- Notre approche s'appuiera sur un **programme national d'isolation** qui définira au moins jusqu'en 2030 les engagements et les moyens pour isoler les habitations de façon plus rapide, plus créative et plus sociale. Nous irons à la rencontre des personnes concernées, établirons un lien entre l'offre et la demande, et commencerons par les habitations les plus mal isolées en offrant une aide financière spécifique aux ménages à revenu faible et intermédiaire.
- Nous établirons des normes et un dispositif incitatif pour encourager les **bailleurs à isoler les logements locatifs**. À terme, les habitations mal isolées seront interdites à la location. Des facilités seront aussi proposées aux copropriétés et aux propriétaires individuels par l'intermédiaire du Fonds national pour la chaleur (*Warmtefonds*), auquel les PME auront aussi accès.
- La **pompe à chaleur hybride** offre à court terme une bonne solution à la majorité des logements. La définition de normes attribuera aux fournisseurs la responsabilité de généraliser l'installation de pompes à chaleur, le surcoût pour les ménages étant couvert par une subvention. Cette opération, associée à l'isolation et au gaz vert, se traduira par un gain considérable en durabilité, sans complication ni obstacle infranchissable pour le consommateur.
- Des **réseaux de chaleur durables** seront créés pour les quartiers où cela est rentable. Les projets de chauffage collectif les moins rentables seront en partie financés par un dispositif national de subvention, de sorte à ce qu'ils restent abordables pour les ménages.
- Nous instaurerons l'**obligation de mélanger gaz vert et gaz naturel** dans le réseau.

Mobilité, aviation et navigation

Nous allons fortement réduire les émissions du secteur de la mobilité. C'est dans ce secteur que les émissions ont le moins reculé depuis 1990, et ont même augmenté si l'on y inclut le transport aérien et la navigation. La baisse des émissions est nécessaire pour atteindre les objectifs climatiques mais aussi pour améliorer la qualité de l'air.

- Nous continuerons à investir dans la **mobilité propre** non seulement pour le climat mais aussi pour la qualité de l'air urbain. L'achat de véhicules électriques sera encouragé, y compris sur le

marché de l'occasion, en veillant toutefois à éviter toute incitation excessive. La logistique urbaine et le transport de marchandises durables seront aussi soutenus. Le déploiement de l'infrastructure de chargement des véhicules électriques sera accéléré. Nous stimulerons le mélange de biocarburants durables avec les carburants classiques.

- Nous passerons des accords avec les entreprises et les administrations pour encourager le **télétravail**.
- Nous continuerons par ailleurs à décarboner les **carburants dans l'aéronautique**. Le verdissement de l'aviation et de la navigation passera par des investissements dans le développement et la production aux Pays-Bas de kérosène synthétique. Les Pays-Bas peuvent être pionniers en la matière.
- Nous soutiendrons les propositions de la Commission en faveur de la **taxation du kérosène** au niveau européen. Nous appuierons également les propositions sur le verdissement de la navigation. Il faut dans ce cadre veiller à prévenir autant que possible les fuites de carbone. Nous poursuivrons l'extension du réseau d'alimentation électrique à quai pour les navires.
- Notre objectif est le zéro-émission pour toutes les voitures neuves en 2030. En vue de l'introduction en 2030 d'un système de **tarification routière** pour tous les véhicules automobiles, nous en établirons le dispositif législatif durant la présente mandature. La base de ce système sera la taxe sur les véhicules à moteur, dont le tarif sera fixé en fonction du kilométrage annuel. Cette taxe, indépendante des variables temps et lieu, viendra remplacer les tronçons à péage comme les tunnels de l'Escaut occidental et du Kil et l'extension prévue de l'A15. Cette nouvelle tarification routière s'appliquera tant aux véhicules électriques qu'aux véhicules à carburants fossiles.
- Nous poursuivrons la mise en œuvre des propositions émises dans le Rapport sur l'aviation civile 2020-2050, et en particulier la fixation d'un plafond d'émissions par aéroport. Nous augmenterons la **taxe aérienne**, dont le produit sera en partie consacré à l'écologisation de l'aviation et à la réduction de son impact sur le cadre de vie.

Adaptation au changement climatique

Les inondations dans le Limbourg l'été dernier nous ont à nouveau forcés à regarder la réalité en face : le changement climatique est bien présent et touche aussi notre pays. Outre les mesures d'atténuation, nous devons nous atteler résolument à l'adaptation.

- Nous augmenterons les ressources du **fonds pour le Delta** afin de combler les retards et d'accélérer la poursuite de la mise en œuvre du programme national Delta. Nous continuerons à investir dans nos digues, dunes et barrages. Des ressources seront aussi affectées à la protection des vallons des petits cours d'eau.
- Nous œuvrerons au **renouvellement des grandes orientations du programme Delta** concernant la protection contre les eaux, l'approvisionnement suffisant en eau douce et les aménagements à l'épreuve du futur. L'eau et le sol seront les éléments déterminants de la planification environnementale. C'est pourquoi les wateringues seront impliquées plus en amont et l'évaluation du facteur eau prendra un caractère plus contraignant.
- Le **stress thermique** en période de forte chaleur forme un problème grandissant et provoque une surmortalité chez les personnes vulnérables. Pour y remédier, nous encouragerons l'aménagement d'espaces verts, de pièces d'eau et de surfaces claires en milieu urbain, afin d'obtenir plus d'ombre, d'évaporation et de réflexion lumineuse.

Agriculture, nature et azote

Nous vivons aux Pays-Bas dans un delta parmi les plus fertiles mais aussi les plus densément peuplés de la planète, doté d'un secteur agricole de renommée mondiale. Nous voulons préserver notre patrimoine naturel unique, restaurer la biodiversité et offrir des perspectives au secteur agricole. Nous investirons massivement dans l'agriculture durable et la consolidation des espaces naturels, de sorte à retrouver un équilibre. Pour restaurer la nature, nous adopterons une approche large qui privilégie la diversité des territoires. Elle ne visera pas seulement la maîtrise des émissions d'azote, mais aussi les normes et les défis, européens et autres, relatifs à la qualité de l'eau, aux sols, au climat et à la biodiversité. Cette approche différenciée se traduira par de profonds changements des zones rurales. Nous définirons ainsi les perspectives pour les différentes formes d'agriculture, territoire par territoire.

Cette approche exigeant une action pluriannuelle, prévisible et cohérente, nous créerons un fonds de transition généreusement doté. Nous miserons sur la transition vers une agriculture circulaire reposant sur un modèle économique rentable, de sorte à mettre en valeur le rôle social des agriculteurs et à leur permettre d'effectuer les changements nécessaires et porteurs pour la jeune génération. Nous attendons des banques, des fournisseurs, de l'industrie de transformation et du commerce de détail qu'ils s'engagent à contribuer à ces efforts.

- Nous viserons l'équilibre entre nature et agriculture en poursuivant la transition **vers l'agriculture circulaire** dans les domaines de l'alimentation animale, des engrais, des sols, des baux ruraux, du bien-être animal et des innovations correspondantes. L'utilisation de produits résiduels dans l'alimentation animale, le remplacement des engrais chimiques par des engrais naturels et l'élevage laitier lié à la terre permettront de boucler le cercle. Des accords seront conclus à cet effet avec les fournisseurs et l'industrie de transformation.
- Nous stimulerons l'adoption de **nouveaux modèles économiques** comme les matériaux de construction biosourcés, les crédits carbone et la fixation de l'azote. Des conventions pluriannuelles et une indemnisation adaptée permettront d'accroître le rôle de l'agriculture dans la conservation de la nature et la gestion du paysage. Nous créerons une forme intermédiaire entre l'espace naturel et l'espace agricole qui permettra, conjuguée à l'extension de l'espace naturel, d'accroître l'habitat d'espèces menacées et de nous rapprocher des objectifs des directives Habitats et Oiseaux.
- Pour relever les défis en matière d'agriculture et de nature, un **Programme national pour les zones rurales** sera mis en place et financé par un fonds de transition doté d'un **montant cumulatif de 25 milliards d'euros jusqu'en 2035**. Des accords administratifs avec les provinces fixeront les conditions d'octroi des subventions publiques d'État. La loi sur l'environnement et l'aménagement du territoire fournira l'instrumentaire nécessaire pour l'indispensable valorisation de la nature et fondera le système d'octroi d'autorisations. Des analyses écologiques nous permettront de définir les besoins pour atteindre, territoire par territoire, les objectifs en matière de climat, d'eau et de restauration de la nature. Une autorité écologique sera chargée de garantir la valeur scientifique et juridique de ces analyses. Le pilotage du processus sera confié à un organisme doté de pouvoirs importants. Nous précéderons également à une définition différenciée par territoire des perspectives d'avenir pour l'agriculture.

- Nous avancerons de 2035 à 2030 les **objectifs de la loi sur la réduction des émissions d'azote et la valorisation de la nature**, de sorte à nous aligner sur les recommandations de la commission consultative sur la problématique de l'azote (commission Remkes), qui prévoit une contribution proportionnelle de tous les secteurs à cet effort. Le gouvernement s'emploiera aussi au niveau européen à la réduction des émissions d'azote.
- Pour délivrer de façon responsable les permis d'émissions d'azote, nous utiliserons des **cadres et des critères d'autorisation** solidement étayés. L'approche intégrale permettra à court terme d'accorder davantage d'autorisations. Cependant, des incertitudes persistent en raison de l'ampleur et de la durée de la transition. Si cette approche devait avoir des effets indésirables, le gouvernement y remédierait avec l'instrumentaire disponible et en créerait un nouveau si besoin.
- Dans le cadre de l'approche différenciée par zone, **l'extensification, la reconversion, l'innovation, la régularisation et la délocalisation** pourront contribuer à accélérer le verdissement de l'agriculture. Cette approche prend aussi en compte les départs naturels dans le secteur. Dans les territoires où l'objectif de réduction des émissions et de restauration de la nature est si élevé qu'une démarche volontaire et sans obligation sera insuffisante, nous engagerons le dialogue direct avec l'exploitant agricole pour envisager ensemble les différentes possibilités.
- La création d'une **banque de terres** facilitera l'entrée dans le secteur et la recherche de possibilités de développement pour les jeunes agriculteurs. Cette banque permettra de réattribuer des terres libérées soit à la nature, soit à des agriculteurs désireux de rester dans le secteur et de passer à un modèle extensif ou de reconverter ou de délocaliser leur exploitation.
 - Nous renforcerons la **position de l'Autorité pour la sécurité des aliments et des produits de consommation** (NVWA). Cela passera par un investissement considérable dans ses missions publiques. Ses activités d'autorisation d'exercer ou de mettre des produits sur le marché seront séparées de celles de contrôle. Nous prévoyons aussi d'introduire des tarifs couvrant les coûts de ses activités rémunérées. La grille tarifaire sera réformée et proposera des formules et des abonnements qui varieront en fonction de la taille des entreprises et récompenseront la bonne conduite et le respect des règles.
- Nous intensifierons la transition vers la **protection intégrée des cultures** en définissant des objectifs intermédiaires, en favorisant l'innovation et l'agriculture de précision, en stimulant les solutions vertes et en séparant la vente et le conseil. Nous alignerons les normes d'utilisation de produits phytopharmaceutiques sur la directive-cadre sur l'eau. Leurs effets sanitaires sur les agriculteurs et les riverains seront étudiés.
- En réponse aux recommandations du Conseil pour les affaires animales (2020), nous lancerons une concertation avec les agriculteurs, les opérateurs du marché, la société civile et d'autres acteurs concernés en vue d'une convention promouvant un **élevage respectueux de la dignité animale**. Cette convention prévoira également un calendrier, un instrumentaire et un soutien financier. Elle constituera la base d'une loi qui entrera en vigueur durant la présente législature et associera santé publique et élevage respectueux de la dignité animale.
- En concertation avec les acteurs de la filière et l'Autorité de protection des consommateurs et du marché (ACM), l'État passera des accords contraignants pour renforcer la **position des agriculteurs dans la filière**. Nous attendons des banques, des fournisseurs, de l'industrie de transformation et du commerce de détail qu'ils s'engagent à contribuer à ces efforts. Un ancrage

juridique sera si nécessaire donné à leurs engagements. Nous attendons des supermarchés qu'ils fassent preuve de transparence sur la façon dont ils garantissent pour la totalité de leur assortiment la durabilité et le respect du bien-être animal, ainsi qu'une politique d'achat durable et une juste rémunération des agriculteurs. Nous étudierons la possibilité d'une contribution du consommateur à une agriculture plus durable. Pour inciter à des choix de consommation raisonnés, les aliments produits aux Pays-Bas seront dotés d'une indication de provenance. L'État s'engagera à privilégier la production durable et locale dans sa politique d'achat.

- Le secteur de la culture sous serre dispose d'un fort potentiel et peut s'affirmer en chef de file d'une production peu énergivore, circulaire et de haute qualité. S'il dépend encore trop du gaz naturel, il pourrait à terme parvenir à un bilan carbone positif. Nous encouragerons les acteurs du secteur à effectuer cette transition, au lieu de les en dissuader, en créant les conditions générales propres à une **culture sous serre** plus durable, leader en matière de production circulaire et peu gourmande en énergie.
- Au vu des défis que doit relever le **secteur de la pêche**, il faudra lui donner des possibilités et des perspectives d'innovation et de diversification.

Logement et aménagement du territoire

Vivre dans une habitation de qualité, durable et abordable dans un quartier agréable relève d'un besoin de base. Cependant, beaucoup de Néerlandais ne parviennent pas à trouver un logement adapté à leurs besoins. Notre priorité est que chacun accède à un logement, que ce soit en location ou en propriété.

- Nous allons **accélérer la construction immobilière jusqu'à environ 100 000 logements par an**, l'objectif étant que deux tiers du parc neuf soient des logements locatifs abordables et des habitations en propriété dont le prix n'excédera pas le plafond de la garantie publique des prêts hypothécaires (NHG).
- La **taxe sur les bailleurs sociaux sera supprimée**. Nous passerons des accords de résultats avec les organismes de logement social afin d'assurer que les ressources ainsi libérées soient consacrées à la reconversion de bâtiments pour les besoins temporaires urgents, à la construction de logements locatifs abordables, à la rénovation et à l'isolation du parc existant ainsi qu'à la qualité de vie des quartiers. Les projets des organismes de logement social bénéficieront au besoin d'un soutien financé par l'ensemble des organismes sur la base de la valeur de leur parc immobilier.
- Une attention particulière sera accordée à la **construction de logements pour les primo-accédants, les seniors et les revenus intermédiaires**. Pour répondre au besoin urgent de logements pour étudiants, personnes en séparation ou autre, travailleurs immigrés et sans-abri, nous tablons sur la construction de 15 000 logements temporaires par an, auxquels s'ajouteront 15 000 unités réalisées par la transformation de bureaux. Nous élargirons aussi les possibilités de formes alternatives d'habitations et de projets immobiliers coopératifs, développés par les habitants eux-mêmes. L'État s'engagera davantage en faveur du logement des réfugiés en passant des accords régionaux d'hébergement temporaire de sorte à alléger la charge des communes. Les procédures d'installation de logements temporaires seront simplifiées.
- Nous réviserons l'**Agenda national du logement et de la construction**. Ce nouvel agenda

définira le volume du parc à construire et les conditions nécessaires, dont la délivrance des autorisations et l'effectif en personnel des entreprises de BTP. Nous accélérerons la construction de logements en stimulant l'innovation. La construction de préfabriqués sera étendue et le mode circulaire encouragé. Le nouvel agenda lèvera les obstacles à la construction à l'épreuve du changement climatique et respectueuse de la nature.

- **Nous construirons sur l'ensemble du pays**, tant en milieu urbain qu'en dehors. Outre les 14 zones d'urbanisation et les plus prometteuses proches de voies ferrées et de canaux, la préférence ira aux lieux déjà dotés d'infrastructures et de nœuds multimodaux. La construction de logements neufs sera subordonnée à la présence d'équipements et d'infrastructure de transports publics ainsi qu'à la mise en place de mesures de protection de la nature. L'extension des espaces verts ira de pair avec celle du bâti dans les zones non urbanisées. L'État utilisera son patrimoine immobilier pour contribuer à remédier à la crise du logement en construisant davantage de logements abordables, locatifs et en propriété.
- Un ministre du **Logement et de l'Aménagement du territoire** sera chargé d'aider les provinces et les communes à déterminer les zones de construction et passera avec elles des accords de résultats. Le décret sur la construction sera révisé afin de lever les entraves aux projets immobiliers. Pour résoudre les obstacles financiers au développement foncier rencontrés par certains projets, nous prolongerons les incitations à la construction et la réglementation relative au fonds pour le logement. Nous accorderons l'attention nécessaire aux régions en déclin démographique.
- Pour les dix prochaines années, nous allouerons **7,5 milliards d'euros à l'accessibilité des nouveaux quartiers** dans les 14 zones d'urbanisation et en dehors. Ces ressources s'ajouteront à celles du fonds pour la mobilité et leur affectation sera codécidée par le ministre de l'Infrastructure et de la Gestion de l'eau, le ministre du Logement et l'Aménagement du territoire et les autorités régionales.
- Le gouvernement veillera au **bon aménagement du territoire**, à la protection de la nature, à la résolution des problèmes causés aux fondations par l'affaissement du sol, à la prévention de l'urbanisation anarchique et de la prolifération de grands entrepôts dans le paysage et à l'intégration de la transition énergétique dans l'aménagement du territoire. À cette fin, nous actualiserons la Stratégie nationale en matière d'environnement et d'aménagement du territoire (NOVI) et programmerons sa mise en œuvre.
- Les **centres de données à très grande échelle** consomment une part disproportionnée de l'énergie durable disponible en comparaison de leur valeur sociale et économique. C'est pourquoi nous allons centraliser davantage la délivrance d'autorisations de tels centres et en durcir les critères d'éligibilité.
- Le rôle de **superviseur** du ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire concernera tant l'urbanisation que tous les autres dossiers à forte implication sur l'aménagement.
- Les **loyers des logements sociaux pour les personnes aux revenus les plus modestes seront revus à la baisse**, et ceux pour les personnes aux revenus plus élevés seront progressivement alignés sur les prix du marché locatif privé. Pour stimuler la primo-accession à la propriété des locataires de maisons du parc social, la possibilité leur sera offerte d'acheter leur logement sous certaines conditions. Nous voulons aussi aider les primo-accédants en instaurant par exemple une nouvelle forme de prime à l'accession qui ne provoque pas de surenchérisssement de l'immobilier.

- Les **loyers des logements pour revenu intermédiaire seront encadrés**, de sorte à en garantir à la fois l'accessibilité pour les ménages concernés et la rentabilité pour les investisseurs institutionnels. La procédure d'évaluation du marché sera suspendue durant toute la présente législature afin d'inciter les organismes de logement social à construire des logements à loyer intermédiaire. Nous simplifierons le système d'évaluation des biens immobiliers et l'accès à la Commission des rapports locatifs. Les baux à durée indéterminée resteront la norme.
- L'introduction d'une **déclaration ou d'un enregistrement obligatoires ou d'un permis de louer** permettra aux communes d'agir plus efficacement contre les pratiques discriminatoires et malveillantes des bailleurs, en particulier ceux disposant de nombreux logements.
- Le **reste à rembourser du prêt étudiant** sera pris en compte lors d'une demande de prêt hypothécaire par un primo-accédant. Pour les seniors, l'emprunt sur la plus-value d'un bien immobilier sera simplifié. Durant la présente législature, le rapport du prêt à la valeur du bien immobilier ne sera pas abaissé.
- L'**exonération fiscale de la donation unique pour accession à la propriété** sera supprimée.

Infrastructure

Nous veillerons à la bonne accessibilité de l'ensemble du territoire. Le secteur des transports et de la logistique revêt une grande importance pour les Pays-Bas. Et il faut une infrastructure fiable pour se rendre au travail, à l'école ou en visite familiale. Notre infrastructure sera bien entretenue, de haute qualité, adaptée au changement climatique et maillera parfaitement le territoire. Elle répondra aux exigences de sécurité et de durabilité et sera ouverte à l'innovation. Il est essentiel d'investir sans relâche dans l'infrastructure et de remédier à ses faiblesses.

- Nous consacrerons **chaque année 1,25 milliard d'euros au rattrapage des retards dans la gestion et l'entretien des routes, voies ferrées, ponts, viaducs et voies navigables** ainsi qu'à leur maintenance et à leur remplacement futur en vue de répondre à l'impératif de sécurité.
- La **sécurité routière** reste une de nos priorités. Nous examinerons avec les communes les possibilités de limiter la vitesse à 30 km/h dans certaines zones urbaines. Les autres limitations de vitesse resteront inchangées.
- Nous examinerons en concertation avec la région si sa proposition de résolution de la congestion de l'**A27** (près d'Amelisweerd) sans agrandir son encaissement actuel remédie autant au problème d'accessibilité que le projet initial. L'acceptation de cette solution alternative sera subordonnée à l'accessibilité en automobile et en transports publics des nouveaux quartiers dans cette région (notamment Rijnenburg). Si tel n'est pas le cas, la procédure en cours se poursuivra.
- Nous réserverons des ressources pour financer à terme, avec l'aide également de fonds régionaux et européens, la construction de la ligne à grande vitesse « **Lely** », reliant Lelystad et Groningue. Nous évaluerons dans un premier temps dans quelle mesure cette ligne pourrait, dans le cadre du plan Delta pour le Nord, contribuer au renforcement économique de cette région, à l'accessibilité de futures zones d'habitation et à l'amélioration de la liaison ferroviaire avec le nord de l'Allemagne.
- Nous investirons dans l'**extension et la modernisation de l'infrastructure** des transports publics, des pistes cyclables, des routes et des voies navigables afin d'améliorer et d'accélérer les communications entre les villes et les régions périphériques. Nous concentrerons nos efforts sur les principaux problèmes révélés par l'Analyse intégrale de la mobilité, réalisée en 2021, ainsi

que sur les liaisons au sein des régions économiques et les routes nationales.

- Les quartiers neufs dans les 14 **zones d'urbanisation** et en dehors bénéficieront aussi d'une bonne accessibilité en transports publics, en vélo et en automobile. Durant les 10 prochaines années, **7,5 milliards d'euros** seront affectés à cette fin au fonds pour la Mobilité.
- Nous améliorerons les **liaisons ferroviaires, de jour et de nuit**, qui rejoignent les gares LGV à l'étranger, de sorte à pérenniser l'accessibilité des Pays-Bas. Nous ferons appel à des fonds européens pour financer l'amélioration de nos liaisons transfrontières. Nous stimulerons la transition du transport routier de marchandises vers le fret ferroviaire et fluvial.
- Nous développerons des **plateformes** multimodales où les voyageurs pourront, grâce à des conseils personnalisés, choisir entre voiture et vélo, éventuellement en partage, train ou métro. Nous nous emploierons aussi à accroître l'accessibilité et la convivialité des transports publics pour les personnes handicapées. Nous investirons dans la construction de garages à vélos près des points de correspondance des transports publics et des voies cyclables express. Pour que le coût des trajets domicile-travail reste abordable, le gouvernement augmentera l'indemnité non imposable des frais de transport.
- Nous veillerons à la **qualité du réseau de navigation intérieure** en investissant dans une meilleure coordination du service des écluses, des ponts mobiles et du trafic routier ainsi que dans l'aménagement de bons postes de mouillage.
- L'aéroport d'Amsterdam-Schiphol assure une excellente connexion aérienne des Pays-Bas avec le reste du monde. Schiphol est aussi un puissant pôle d'emplois directs et indirects. Il contribue à l'attractivité du pays pour les entreprises opérant au niveau international. Nous tenons à maintenir ses atouts de plateforme.
- Nous voulons dans le même temps nous préoccuper davantage de la **réduction des nuisances du transport aérien** sur l'homme, la nature et l'environnement. Les oxydes d'azote, les particules fines, les nuisances sonores, la qualité du cadre de vie, la sécurité et la construction de logements sont autant de défis qui exigent une solution intégrée offrant des perspectives aussi bien à l'aéroport dans sa fonction de plateforme qu'à son environnement. Le gouvernement arrêtera sa décision sur l'avenir de Schiphol en 2022, compte tenu de l'ouverture de l'aéroport de Lelystad et des routes de survol à basse altitude.
- Le **transport aérien doit lui aussi contribuer** à la réduction des émissions de CO₂. Notre action dissuasive à l'égard des vols sur de courtes distances se traduira par une réduction des émissions de carbone qui viendra s'ajouter à celle résultant du paquet « Ajustement à l'objectif 55 ».
- Nous soutiendrons les **accords européens** sur une taxation juste du transport aérien. La question de la concurrence équitable au sein de l'UE et entre l'UE et les pays tiers jouera ici une importance cruciale. Nous voulons que le transport ferroviaire s'affirme aussi vite que possible comme une alternative valable, tant par sa rapidité que par son coût, au transport aérien.
- Au niveau national, nous rendrons obligatoire l'**incorporation de biokérosène** dans les carburants d'avion et stimulerons la production de kérosène synthétique.

3. Sécurité et résilience de la société

La sécurité est une condition préalable à la liberté. La prévention et la répression sont les deux facettes d'une politique de sécurité efficace. La rapide expansion de la criminalité organisée, avec ses effets subversifs, porte atteinte à l'État de droit et exige une réponse énergique et ciblée. Dans cette optique, des ressources augmentant progressivement jusqu'à 1 milliard d'euros seront réservées à différents objectifs, dont la lutte contre la criminalité subversive, le renforcement de l'organisation policière, la prévention, le renseignement et l'ensemble de la chaîne judiciaire.

Justice et sécurité

- Nous **renforcerons l'ensemble de la chaîne judiciaire et faciliterons l'accès à la justice** par des mesures telles que le financement adéquat et prévisible de l'action pénale. Nous développerons l'expertise en matière de lutte contre la **cybercriminalité** à toutes les étapes de l'action pénale. La coopération entre la police et les agents de surveillance spéciaux (BOA) sera institutionnalisée, compte tenu de leurs responsabilités respectives.
- Le **Code de procédure pénale sera actualisé**. Les délais seront raccourcis et les retards comblés. Le statut de victime sera protégé.
- Nous consacrerons davantage d'efforts à l'**efficacité de la justice pour la société** dans son ensemble ainsi qu'à la **justice réparatrice** par l'instauration de formes simplifiées de règlement des litiges, avec intervention éventuelle d'acteurs du secteur social, à l'exemple de la justice de proximité et de la médiation. Nous limiterons les procédures juridiques engagées par l'État contre des particuliers. Nous encouragerons la publication plus fréquente des jugements prononcés.
- Nous abaisserons les droits de greffe de 25 % afin de faciliter l'**accès à la justice pour les particuliers et les PME**. Nous augmenterons la rétribution des avocats au titre de l'aide juridictionnelle conformément aux recommandations de la commission Van der Meer. Nous attendrons en retour un effort social substantiel de l'ensemble du barreau.

Criminalité subversive

- **La lutte contre la criminalité subversive exige une approche énergique, réaliste et efficace.** Elle passera par un fort investissement dans tous les maillons de la justice et de la sécurité : de l'agent de quartier à la police judiciaire et au tribunal, en passant par le ministère public, le système carcéral et la réinsertion. Nous mettrons ainsi en œuvre le Pacte pour l'État de droit.
- Nous adapterons la législation, les méthodes d'investigation, l'action pénale, l'échange d'informations et la détention pour **intensifier la lutte contre la criminalité subversive**. Nous nous appuierons sur les enseignements tirés de l'action contre la mafia en Italie. Nous allons comparer les conditions de détention dans nos prisons de haute sécurité (EBI) avec celles du régime carcéral italien pour prévenir la conduite de réseaux criminels par des détenus.
- Nous **renforcerons la coopération internationale** pour démanteler les réseaux transfrontières et détecter à un stade précoce les nouvelles évolutions dans le milieu criminel. Nous renforcerons les contrôles des carrefours logistiques pour lutter contre la fraude et la corruption.
- Les effectifs en personnel et matériel de la **police judiciaire nationale** seront redimensionnés pour accroître l'efficacité de son action.
- **Des mesures seront prises pour que les investigations et les poursuites à l'encontre des**

grands criminels soient plus efficaces ; cela passera par exemple par l'amélioration du dispositif de réduction de peine et de protection dont peut bénéficier un témoin principal et par l'alourdissement des peines pour les délits comme la possession illégale d'armes, la complicité d'évasion et la production, la vente et la détention en gros de drogues.

- **L'intensification de la chasse à l'argent sale** permettra de s'attaquer plus rigoureusement au modèle économique criminel, en autorisant par exemple la confiscation d'avoirs criminels faute de pouvoir condamner leurs propriétaires. Outre la confiscation, nous privilégierons l'investigation et le renseignement financiers de sorte à perturber les flux de capitaux. L'argent et les autres biens confisqués, comme ceux dont la provenance ou la propriété ne pourra être justifiée, seront reversés dans le domaine public, notamment dans les quartiers pâtissant le plus de la criminalité.
- Les entreprises et leurs dirigeants **qui facilitent la criminalité subversive** ou sont impliqués dans le blanchiment d'argent ou une infraction grave à l'environnement seront plus sévèrement poursuivis.
- Les agents de la force publique, les journalistes, les juges, les avocats, les élus et autres gardiens de l'État de droit luttent pour notre sécurité, souvent à leurs risques et périls face à la recrudescence des actes de violence et d'intimidation. C'est pourquoi le **système de surveillance et de protection** sera amélioré.
- Nous **défendons ardemment la liberté de la presse** et les journalistes, qui doivent pouvoir exercer sûrement et librement leur métier indispensable. Nous continuerons donc à financer le fonds destiné à contribuer à la protection des journalistes indépendants.
- Pour combattre efficacement la criminalité, il importe d'**améliorer la coopération et l'échange d'informations** entre tous les acteurs concernés, à tous les niveaux. Nous veillerons à leur assurer les capacités et l'expertise nécessaires pour qu'ils puissent mieux s'acquitter de leurs missions. Nous inscrirons dans la loi la base juridique de l'échange d'informations, avec les garanties appropriées, comme la limitation de la finalité et la proportionnalité, et un système convenable de contrôle.

Prévention

- Pour **éviter que les jeunes ne sombre dans la criminalité**, nous déploierons davantage d'agents de proximité et définirons une **approche large et interdisciplinaire** visant à accroître la qualité de vie et la sécurité dans les quartiers. Nous nous conformerons à la norme légale minimale d'un agent de proximité pour 5 000 habitants. La police et la justice formeront l'épine dorsale de ce dispositif destiné à augmenter la résistance des quartiers vulnérables à la criminalité subversive, en associant politique de sécurité, action sociale et issue de sortie de la criminalité vers un emploi ou une formation. La définition détaillée de ce dispositif s'appuiera sur le programme pluriannuel pour la qualité de vie et la sécurité prôné par les communes.
- En misant sur une **large action de prévention**, qui prévoit un appel accru à des éducateurs de quartier, nous éviterons à des jeunes d'entrer dans la criminalité ou de devenir des multirécidivistes après un faux-pas. Nous nous appuierons pour ce faire sur la détection précoce des fragilités et sur d'autres méthodes éprouvées.
- **La police et les services de santé mentale coopéreront plus étroitement** et veilleront à ce que les personnes souffrant de troubles du comportement soient prises en charge de façon appropriée au lieu d'être inutilement arrêtées.
- Pour **prévenir la récidive** nous donnerons davantage de place à l'approche individualisée dans le régime carcéral de sorte à privilégier la réinsertion sociale. Nous faciliterons la formation et

la reconversion des détenus ainsi que leur hébergement une fois libérés.

Drogues

- Pour mettre un frein à la consommation problématique de drogues, nous miserons plus résolument sur une **approche active et efficace de prévention** visant en particulier les jeunes vulnérables.
- L'expérimentation menée dans le cadre de la **loi sur la production et la vente contrôlées de drogues douces en circuit fermé** sera poursuivie et élargie à une grande ville. Des critères d'évaluation seront définis prochainement pour en mesurer les résultats en matière de criminalité, de santé publique et de prévention. Le point de vue du gouvernement sur le rapport d'évaluation de ces expériences sera transmis au Parlement en 2024. Le résultat final de cette expérimentation sera déterminant pour la prise de position du gouvernement. Au préalable, nous procéderons, sur la base d'évaluations intermédiaires, aux préparatifs juridiques et techniques nécessaires pour prendre les mesures préconisées dès la fin de l'expérimentation.
- Une commission nationale sera instituée qui étudiera le **statut du MDMA** (Ecstasy) dans le cadre de la santé publique et, à partir d'une analyse interdisciplinaire des risques sanitaires, de la prévention et du contexte ainsi que des traités européens, énoncera des recommandations sur les avantages et les inconvénients de son usage thérapeutique.

Radicalisation et extrémisme

- Nous protégerons la société de la menace de **toutes formes de radicalisation et d'incitation à la haine**, du djihadisme à l'extrémisme de gauche comme de droite. Nous consacrerons aussi davantage d'attention à l'effet perturbateur de la désinformation et des sentiments anti-institutionnels et antidémocratiques. Nous miserons sur la prévention, le signalement, l'investigation, les poursuites judiciaires et l'élévation des peines, en nous appuyant sur une société résiliente, la présence dans les quartiers sensibles et une solide structure de renseignement et de sécurité. La peine maximale pour participation à une organisation terroriste sera rehaussée à 20 ans de prison.
- Nous maintiendrons la stratégie mise en place par le précédent gouvernement concernant les **djihadistes partis rejoindre Daesh**. La loi du 25 novembre 2015 relative à la surveillance prolongée, l'influence comportementale et la privation de liberté sera assortie de dispositions concernant les infractions terroristes.

Traite des êtres humains et prostitution

- La lutte contre la traite des êtres humains restera une priorité. Nous poursuivrons donc la mise en œuvre du plan d'action **Ensemble contre la traite des êtres humains** (*Samen tegen Mensenhandel*).
- Ce fléau porte gravement atteinte à la dignité humaine. C'est pourquoi le gouvernement combattrra l'exploitation et facilitera l'accès à l'aide pour les victimes. L'article 273f du Code pénal sera révisé pour durcir la répression de tels actes.
- **Nous améliorerons l'assistance aux prestataires de services sexuels**. Les programmes d'aide à la sortie de la profession seront étendus et pérennisés. Les participants pourront bénéficier de l'aide d'urgence au logement dans une autre zone géographique. Le statut juridique des prestataires de services sexuels sera renforcé grâce à l'accès à une couverture assurantielle, à un compte bancaire professionnel et à d'autres services financiers.
- Nous introduirons la **loi sur la réglementation du travail sexuel** qui, pour l'essentiel, prévoit un dispositif national d'enregistrement et d'autorisation d'exercer. Nous répondrons ainsi à l'avis

du Conseil d'État concernant l'entretien d'autorisation et la situation des prestataires de services financiers, des agents de sécurité, des transporteurs et des bailleurs par rapport à l'interdiction du proxénétisme. Par cette nouvelle loi, nous supprimerons l'amende administrative infligée aux prestataires de services sexuels, afin que ceux et celles qui exercent sans autorisation puissent accéder sans crainte à l'aide et à l'information ; nous mettrons également fin à l'incrimination pénale pour les clients qui signalent ou dénoncent des abus.

4. Sécurité d'existence et égalité des chances

Éducation et développement

Chacun aux Pays-Bas doit avoir des moyens d'existence suffisants et pouvoir participer à la vie sociale. Pour ce faire, il faut tout d'abord que tous les enfants, les jeunes et les étudiants aient les mêmes chances de se développer et de s'épanouir. C'est pourquoi nous voulons améliorer la qualité de l'enseignement et donner des bases solides, de sorte que chaque enfant apprenne à lire, à écrire, à compter et à se comporter en bon citoyen. Cela passe aussi par la bonne formation des enseignants et des chefs d'établissements et leur recrutement en nombre suffisant. En vue d'accroître l'égalité des chances, nous investirons dans l'accueil de la petite enfance, l'éducation maternelle et préscolaire et l'offre d'activités diverses au sein de l'école. Nous renforcerons la qualité de l'enseignement professionnel et du supérieur. Et nous veillerons à garantir un climat de sécurité et l'égalité de traitement.

Des bases solides

- Nous élaborerons un « plan directeur » pour faire en sorte que chaque enfant apprenne à lire, à écrire et à compter sur la base de méthodes d'enseignement ayant fait leurs preuves, telles que proposées par le Programme national pour l'éducation. Nous visons l'amélioration sensible de la **qualité de l'enseignement en général, et des compétences de base en particulier**. Nous indiquerons plus clairement aux écoles ce que nous attendons d'elles et réviserons à cette fin le curriculum scolaire. **Soucieux de la qualité de l'enseignement**, nous interviendrons plus rapidement lorsque des établissements auront des résultats insuffisants. La **citoyenneté** fera partie intégrante du programme et sera enseignée par du personnel qualifié.
- Nous permettrons aux établissements de faire **porter les investissements autant que possible directement sur la pratique en classe**, à l'exemple des moyens attribués pour limiter la charge de travail. Les établissements scolaires rendront mieux compte des dépenses et de leurs résultats, sans que la charge administrative augmente. Nous renforcerons l'autorité des chefs d'établissement et des enseignants, ainsi que l'implication et le droit de parole des parents et des élèves.
- L'**enseignement secondaire spécialisé** sera dès que possible rattaché à l'enseignement secondaire général.
- L'**enseignement professionnel pratique** est une forme d'enseignement à part entière. Nous visons son financement direct et attendons à cet effet les conclusions de l'étude menée par le Centre d'expertise sur l'enseignement professionnel et le marché du travail (KBA Nimègue).
- Nous investirons au total un milliard d'euros par an pour renforcer la **qualité de l'enseignement**.

Promotion de l'égalité des chances

- Nous veillerons à ce que **chaque enfant puisse prendre un bon départ** et s'épanouir grâce aux structures d'**accueil de la petite enfance**. Cela permettra en outre aux parents d'exercer plus facilement un emploi. Nous augmenterons progressivement la prise en charge des frais d'accueil de la petite enfance jusqu'à 12 ans, à hauteur de 95 % pour les parents qui travaillent. Les allocations de garde d'enfant seront versées directement aux structures d'accueil, de sorte que les parents ne soient plus confrontés à des remboursements élevés en cas de trop-perçu. Après évaluation du fonctionnement du dispositif et de ses effets, nous envisagerons la prise en charge à 100 %.

- En vue de prévenir les retards d'apprentissage dès le début de la scolarité, nous encouragerons la participation des enfants présentant un retard de langage à l'éducation maternelle et préscolaire, dont nous renforcerons la qualité et le lien avec l'enseignement élémentaire. Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté menée par les communes dans les quartiers défavorisés, nous investirons dans l'**offre d'activités diverses au sein de l'école**, les établissements déterminant eux-mêmes ce qu'ils estiment nécessaire pour réduire les inégalités (par exemple aide aux devoirs, sport et culture en coopération avec les associations locales et les bibliothèques). Nous commencerons par les établissements où les besoins sont les plus pressants.
- Nous aiderons les enfants à donner le meilleur d'eux-mêmes, qu'ils aient des difficultés scolaires ou soient d'excellents élèves. Nous opterons pour le **renforcement structurel des établissements accueillant beaucoup d'élèves en situation de retard d'apprentissage**. L'égalité des chances demande une approche différenciée, afin que chaque enfant se voie offrir les meilleures possibilités.
- Nous améliorerons la **transition du primaire au secondaire** grâce à l'allongement du cycle de détermination (1^{ère} et 2^e années du secondaire), de sorte à tenir compte de l'épanouissement individuel de chaque élève. Nous stimulerons le **passage entre les différents niveaux du secondaire et la différenciation** en vue d'offrir aux élèves le maximum de chances. Nous donnerons la possibilité d'introduire des diplômes sur mesure.
- Le **service civil** sera maintenu et élargi car il permet aux jeunes de découvrir de nouveaux univers, de s'engager en faveur de la société, de développer de nouvelles compétences et, le cas échéant, de se découvrir une passion. Les projets peuvent porter sur différents domaines : la santé, les soins, la sécurité, la défense, le sport, la nature et le climat.
- Nous poursuivrons la politique de perfectionnement de l'**enseignement adapté** en privilégiant une approche inclusive où les enfants partagent les mêmes salles de classe, qu'ils aient ou non un handicap ou une maladie.
- Nous ramènerons à zéro le nombre d'**enfants inutilement non scolarisés** en garantissant à chacun une forme d'enseignement, entre autres par la création d'une École numérique.
- Nous investirons un milliard d'euros par an pour accroître l'égalité des chances, y compris par l'intermédiaire du service civil.

Investissement dans la qualité des enseignants et des chefs d'établissement

- Pour améliorer la qualité de l'enseignement aux Pays-Bas, nous investirons dans la formation des **enseignants et des chefs d'établissement** et leur recrutement en nombre suffisant. Nous réserverons à cet effet 800 millions d'euros par an.
- Nous miserons sur l'**amélioration de la qualité de la formation des enseignants**, axée en particulier sur la didactique, la spécialisation selon l'âge des enfants, les compétences numériques et l'enseignement adapté. Nous ferons en sorte qu'elle attire davantage de diplômés de l'université.
- Nous ferons une priorité de la **formation continue** et favoriserons le développement professionnel. Nous soutiendrons les enseignants débutants et améliorerons la formation des personnes désireuses de se reconvertir dans l'enseignement en la rendant plus flexible.
- Pour faire face au **déficit d'enseignants**, nous encouragerons les titulaires à faire davantage d'heures.
- Nous **comblons les écarts de rémunération** et œuvrerons à la mise en place d'une convention collective unique pour les enseignants et les dirigeants du primaire et du secondaire. Nous **améliorerons les conditions de travail** des chefs d'établissement et des enseignants dans les

écoles accueillant beaucoup d'élèves en situation de retard scolaire.

- Nous **renforcerons le statut et la qualité des chefs d'établissement** de sorte à créer dans chaque école une culture de l'apprentissage dans l'esprit du meilleur enseignement pour tous.
- Nous viserons la **réduction de la charge de travail** ; les établissements pourront utiliser les fonds alloués à cet effet pour réduire les classes ou y déployer davantage d'enseignants ou d'assistants. Nous faciliterons l'usage des outils numériques en vue de réduire la charge de travail des enseignants et d'améliorer la qualité de l'enseignement.

Renforcement de l'enseignement professionnel

- Nous stimulerons l'offre de **formations professionnelles adaptées au marché du travail**. Nous maintiendrons le maillage serré sur tout le territoire d'une offre abondante de formations de l'enseignement professionnel secondaire. Pour augmenter les chances de chacun, nous supprimerons les obstacles et favoriserons les passages vers un niveau supérieur.
- Grâce à un pacte passé entre l'État, les établissements d'enseignement et les entreprises, chaque élève de l'enseignement professionnel secondaire se verra garantir une **place de stage avec rémunération adaptée**. Nous nous attacherons à supprimer la discrimination dans l'accès aux stages.
- Dans un souci de renforcement de la qualité, **les compétences de base et la citoyenneté** seront enseignées par des enseignants qualifiés et l'intervention pédagogique de personnes issues du monde du travail sera facilitée.
- Nous évaluerons le plus rapidement possible les avantages et inconvénients de l'avis d'orientation à la fin de la première année de l'enseignement professionnel secondaire et réexaminerons ensuite son caractère contraignant.
- Nous **renforcerons le rôle des Centres régionaux de formation (roc)**, y compris dans leur mission de formation continue des adultes et de lieu d'apprentissage et d'intégration des nouveaux arrivants aux Pays-Bas dès le premier jour, sur la base de la nouvelle loi sur l'intégration sociale.
- Nous promouvrons l'égalité de **traitement entre** étudiants de l'enseignement professionnel, secondaire et supérieur, et ceux de l'enseignement universitaire.

Renforcement de l'enseignement supérieur

- Nous voulons que chacun puisse étudier, quels que soient les revenus de ses parents. C'est pourquoi nous introduirons à partir de l'année universitaire 2023/2024 une **bourse de base pour tous les étudiants** ainsi qu'une **bourse complémentaire liée au revenu**. Nous veillerons à assurer l'applicabilité et le contrôle de ce dispositif. Cela n'affectera pas l'abonnement étudiant aux transports publics, les conditions actuelles de prêt, ni les investissements promis lors de l'introduction du système de prêt.
- Les étudiants n'ayant pas bénéficié de la bourse de base auront le choix entre **une réduction sur leur prêt étudiant ou un bon d'études**. Un budget d'un milliard d'euros sera débloqué à cet effet, qui s'ajoutera au budget actuel pour les bons d'études.
- Nous poursuivons l'objectif de Lisbonne sur l'économie de la connaissance en **investissant dans la recherche et le développement libres et sans influence extérieure**. Nous créerons à cet effet un **fonds dans lequel nous investirons au total 5 milliards d'euros en 10 ans**. Nous améliorerons

la prévisibilité du financement en supprimant les effets pervers du financement basé sur le nombre d'inscriptions, en réformant le financement forfaitaire pour l'augmenter et en assurant un meilleur équilibre entre les fonds provenant directement du ministère et ceux transitant par des organismes publics indépendants. Cela permettra d'alléger la charge de travail, de proposer des contrats à durée déterminée et de garantir une offre équilibrée dans les régions en déclin démographique.

- Si les instruments existants et prévus s'avèrent insuffisants pour amortir les fortes fluctuations du **nombre d'étudiants**, notamment internationaux, nous envisagerons d'instaurer de nouveaux outils.
- Pour les **filères qui attirent peu d'étudiants et pour l'étude de la langue et de la culture néerlandaises**, les universités devront travailler ensemble de sorte à garantir une offre pérenne, exhaustive et adaptée. Nous veillerons à ce que chaque étudiant titulaire d'une licence puisse suivre un master dans le même établissement, tout en maintenant les possibilités de spécialisation.
- Les formations soumises à une **procédure de sélection** devront justifier que cette procédure est adaptée au contenu de la formation, est efficace et garantit l'égalité des chances.
- L'**avis contraignant d'orientation à la fin de la première année** sera revu : les étudiants n'ayant pas obtenu le nombre de points exigé auront la possibilité de rattraper les points manquants pendant la deuxième année. En cas de progrès manifestement insuffisants, l'établissement conservera la possibilité d'émettre un avis contraignant en fin de première année et d'accompagner l'étudiant vers une formation mieux adaptée. Cette réforme contribuera aussi à accroître le bien-être étudiant.
- Nous encouragerons l'échange d'idées en toute liberté et toute sécurité, et garantirons la **liberté académique** des scientifiques. Nous établirons des cadres pour la coopération scientifique avec les pays autoritaires. Science ouverte et éducation ouverte seront la norme, à condition que cela ne mette pas en cause la sécurité nationale.

Garanties d'un climat de sécurité et de l'égalité de traitement

- Nous assurerons un **climat de sécurité** et garantirons l'**égalité de traitement** dans chaque établissement scolaire, de sorte que chaque enfant et chaque enseignant bénéficie d'un climat d'apprentissage sûr. L'inspection veillera en particulier au climat de sécurité ; elle sera chargée d'examiner les plaintes individuelles et d'engager une procédure judiciaire si nécessaire. Nous étendrons la loi sur la sécurité à l'école au personnel enseignant.
- Nous veillerons aussi à ce que les parents soient entendus et bénéficient de l'aide nécessaire. Au sein de l'inspection, un **guichet de signalement des situations d'insécurité** sera créé auquel les enfants comme les parents pourront s'adresser.
- Nous interviendrons avec fermeté en cas de mauvais fonctionnement d'une direction d'établissement, conformément à la loi d'élargissement de l'instrumentaire administratif dans l'éducation.
- Nous garantirons l'**égalité des chances pour tous lors de l'inscription**, indépendamment du bagage culturel et du milieu socioéconomique.
- La **politique d'admission** liée au fondement religieux ou idéologique de l'établissement ne saurait se traduire par une discrimination basée sur l'origine ethnique, la nationalité, l'orientation sexuelle ni l'état civil. Il n'est pas nécessaire pour cela d'amender l'article 23 de la Constitution.

- Nous interviendrons rapidement si des établissements scolaires officiels ou officieux ou leurs représentants agissent de **façon préjudiciable à l'intégration, à la démocratie ou à l'État de droit**. Nous élargirons les possibilités d'action dans de tels cas et examinerons les options envisageables.
- S'il est prouvé qu'un établissement scolaire a des pratiques contraires à l'État de droit, nous couperons son financement.
- **L'usage de matériel pédagogique véhiculant des valeurs antidémocratiques et contraires à l'État de droit sera interdit**. En cas de plainte, c'est l'inspection de l'enseignement qui tranchera.
- Les organisations qui sapent notre État de droit démocratique se verront signifier **l'interdiction explicite de financer ou cofinancer l'enseignement**.

Marché du travail et revenus

Employeurs et entrepreneurs contribuent à la vitalité et à la prospérité de notre pays. Le chômage est bas, grâce à la flexibilité de chacun et aux mesures de soutien. Mais la fracture sur le marché du travail s'aggrave et, selon le Bureau du plan social et culturel, la vulnérabilité financière touche 28 % de la population néerlandaise. Par ailleurs, la numérisation, la robotisation et la mondialisation font évoluer la nature du travail, ce qui est source d'incertitude mais ouvre aussi de nouvelles perspectives.

En réponse, nous voulons réformer en profondeur le marché du travail afin de baisser les charges et de renforcer la sécurité socioéconomique des revenus faibles et intermédiaires. Nous ferons en sorte que le travail paie, qu'il reste attractif d'entreprendre et d'embaucher, que le bien-être augmente et que le manque de personnel dans les secteurs vitaux soit comblé. Cette pénurie compliquera du reste également la tâche du gouvernement dans la réalisation des ambitions du présent accord. Nous nous attaquerons aussi à la pauvreté et au surendettement. Pour donner forme au marché du travail de demain, nous nous appuyerons sur le rapport final de la commission sur la régulation de l'emploi (commission Borstlap) et le chapitre « Marché du travail, répartition des revenus et égalité des chances » de l'avis du Conseil économique et social (SER) pour le moyen terme.

- Nous investirons au total 500 millions d'euros par an dans **la réforme du marché du travail, la réintégration et l'action contre la pauvreté et le surendettement**. S'y ajouteront 300 millions d'euros par an pour alléger les charges des PME grâce au dispositif de maintien du paiement des salaires en cas de maladie.
- **Nous réduirons les différences entre emplois stables et flexibles**. Aux Pays-Bas, trop de personnes travaillent en CDD, ce qui accroît l'incertitude. Conformément à l'avis du SER, nous veillerons à une meilleure régulation des contrats de travail intermittents, en intérim et temporaires. En vue de renforcer la flexibilité interne et la réactivité des entreprises, nous créerons en concertation avec les partenaires sociaux une allocation de chômage partiel budgétairement neutre, en tenant dûment compte de la faisabilité et la viabilité financière d'un tel dispositif.
- Nous avons l'intention de **supprimer les allocations de garde d'enfant**, afin que les parents ne se perdent plus dans des formalités compliquées ni ne doivent rembourser d'importants montants en cas de trop-perçu. Les premiers jalons seront posés durant la présente législature. Nous avons également l'ambition de **simplifier et de réformer le système fiscal**, et

nous engagerons les étapes initiales à cet effet.

- **Nous rendrons le travail plus attractif et réduirons le piège de la pauvreté.** Nous introduirons un salaire minimum basé sur une semaine de 36 heures, conformément à la proposition soumise par les députés Gijs van Dijk (Parti travailliste) et Senna Maatoug (les Verts) (Documents parlementaires 35 335). Nous augmenterons progressivement le salaire minimum de 7,5 % en conservant l'indexation sur celui-ci des allocations (sauf la prestation vieillesse) afin garantir un revenu minimum suffisant. L'abattement forfaitaire pour les personnes âgées sera relevé.
- Dans le même temps, **nous réformerons et simplifierons l'allocation logement** en supprimant le plafond de loyer pour passer à un système de loyer standard basé sur le revenu. Nous veillerons à ce que tous, et en particulier les plus bas revenus, puissent porter cette réforme.
- Nous mettrons en œuvre une **réduction d'impôt de 3 milliards d'euros**, en faveur en particulier des revenus faibles et intermédiaires, des salariés et des familles. Ce faisant, nous viserons l'évolution équilibrée et – en moyenne – positive du pouvoir d'achat pour tous, durant la présente législature et au-delà.
- Nous fournirons des **perspectives claires aux auto-entrepreneurs**. Nous stimulerons l'esprit d'entreprise et soutiendrons les vrais auto-entrepreneurs. Nous finaliserons le module numérique en cours d'élaboration pour leur fournir davantage de certitudes en amont sur la nature de leurs relations de travail. Nous lutterons contre le détournement du statut d'auto-entrepreneur en veillant à la stricte application du droit public en cas de suspicion d'une relation salariée. Nous introduirons une **assurance incapacité de travail pour tous les auto-entrepreneurs**, conçue de façon à éviter toute concurrence déloyale et tout risque excessif en matière de revenu. Nous tiendrons compte ce faisant des conditions de l'accord sur la retraite. La déduction pour les auto-entrepreneurs sera diminuée de 650 euros par an à partir de 2023 pour s'établir à 1 200 euros en 2030. Cela sera compensé durant la présente législature sous la forme d'une augmentation de l'abattement forfaitaire sur le revenu du travail.
- Malgré l'énorme tension sur le marché du travail, nombreux sont ceux qui n'arrivent pas à y trouver leur place et qui restent inutilement sur la touche. C'est pourquoi nous voulons accompagner davantage de personnes vers l'emploi, en coopération avec les partenaires sociaux, les communes et l'Organisme de gestion des assurances sociales (UWV). Ces efforts porteront aussi sur l'accompagnement des personnes éloignées du marché du travail et la création de postes de travail protégés.
- Nous élargirons l'infrastructure du marché du travail de sorte à stimuler **la mobilité professionnelle et le retour à l'emploi**. Les outils de formation et de reconversion favoriseront le passage vers les métiers difficiles à pourvoir. Nous mettrons à profit l'expérience acquise durant la pandémie de Covid-19 avec les équipes régionales de mobilité.
- Nous stimulerons la **formation continue** au moyen de chèques formation. En concertation avec les partenaires sociaux, nous mettrons au point le dispositif de rupture conventionnelle de contrat avec accompagnement vers un autre emploi, tel que préconisé par le SER dans son avis.
- Nous prendrons des mesures en vue d'améliorer **le statut et la participation au marché de l'emploi des personnes en incapacité de travail**. Nous examinerons aussi, en concertation avec les partenaires sociaux, les moyens d'aplanir les **aspérités de la loi sur l'emploi et le revenu en fonction de la capacité de travail** (WIA), en tenant dûment compte de la faisabilité, de la viabilité financière et de la lisibilité.
- En cas de maladie, la priorité est le rétablissement et la réintégration du salarié. Pour améliorer le dispositif de **maintien du salaire en cas de maladie**, les efforts porteront la

deuxième année sur la réintégration externe, conformément à l'avis du SER, en limitant autant que possible le flux de nouveaux allocataires de la WIA.

- Nous relèverons le **plafond des revenus cumulables avec une allocation dans la loi sur la participation** et veillerons, avec les communes, à nous rapprocher des bénéficiaires durables de l'aide sociale, à les soutenir et à les encourager dans la recherche d'un emploi. Les allocataires sociaux auront leur propre rôle à jouer. Nous tiendrons compte des capacités et limites de chacun, travaillerons sur la base de la confiance et chercherons des solutions adaptées aux circonstances individuelles. Nous réviserons la **norme de partage des coûts** : les revenus des jeunes adultes de moins de 27 ans ne seront plus pris en compte pour le calcul des allocations sociales des personnes vivant sous le même toit.
- Nous rendrons le **travail plus attractif pour les parents** en augmentant par étapes la prise en charge des frais de garde d'enfant jusqu'à 95 %. Nous nous attacherons à favoriser l'égalité entre hommes et femmes sur le marché du travail en portant le congé parental payé à 70 % du salaire, en luttant contre la discrimination à l'encontre des femmes enceintes et en effectuant un meilleur contrôle des différences de salaires. Nous stimulerons la participation au marché du travail, l'extension du nombre d'heures ou de jours travaillés par semaine et la parité hommes-femmes parmi les cadres.
- Nous mettrons en œuvre l'**accord sur la retraite** pour que toutes les générations puissent bénéficier d'une retraite décente.
- Nous poursuivrons sans relâche l'**action contre la pauvreté et le surendettement**. Nous prendrons des mesures pour réduire de moitié d'ici quatre ans le nombre d'enfants grandissant dans la pauvreté, un concept que nous définirons de façon claire, réaliste et relative. Le **revenu de transfert minimum sera revu tous les quatre ans** afin de vérifier s'il permet de couvrir les coûts de la vie et de participer à la vie sociale.
- Nous miserons sur l'éducation financière, la prévention et le signalement précoce en vue de **prévenir le surendettement ou d'y remédier rapidement**. Pour éviter que les gens s'enlisent dans leurs difficultés, certaines organisations de la société civile comme les organismes de logement social pourront effectuer des signalements, avec les garanties juridiques requises en matière de finalité et de proportionnalité. Les ménages se verront accorder une plus grande marge de manœuvre pour conserver une réserve.
- Les communes auront davantage de possibilités de s'attaquer à l'**illettrisme**.
- Nous réduirons la durée des programmes d'aide aux surendettés et améliorerons l'accès aux dispositifs de la loi sur l'assainissement de la dette des personnes physiques. Nous élargirons les possibilités de conclure un règlement amiable avec les créanciers, de sorte à résoudre plus rapidement les problèmes.
- Nous soumettrons les **mandataires judiciaires à la protection des majeurs à des exigences plus strictes** et limiterons l'empilement des dettes en plafonnant les frais forfaitaires, intérêts et frais de recouvrement. Nous améliorerons les méthodes de recouvrement de l'administration pour les rendre plus responsables et plus humaines. La vente de dettes ne pourra plus constituer un modèle économique.
- Le gouvernement suivra dans les meilleurs délais les recommandations de la **commission Sylvester sur la constitution incomplète des droits à la retraite de base (AOW) par les personnes âgées d'origine surinamienne**, ainsi que les informations du Conseil d'État à ce sujet, et engagera la concertation avec la communauté surinamienne et la Chambre des représentants.

Vers une société où chacun peut oser être soi-même

Chacun aux Pays-Bas doit être libre. Libre d'être soi-même, sans subir de discrimination ni de racisme, et de s'épanouir. Il arrive trop souvent encore que l'origine, le sexe, la couleur de peau, l'âge, la religion, l'orientation sexuelle ou le handicap fassent se fermer des portes et soient prétextes à l'exclusion. C'est inacceptable. C'est pourquoi nous mènerons une politique volontaire d'émancipation et de lutte contre la discrimination.

- Une société démocratique ne peut fonctionner **que si nous veillons au respect de la liberté d'autrui, que nous rejetons la discrimination et que chacun participe**. Il n'y a pas de place dans notre société pour l'homophobie, l'antisémitisme, la haine des musulmans, la misogynie, l'exploitation sexuelle (y compris en ligne), les crimes d'honneur, les mutilations génitales, les mariages d'enfants, les mariages forcés, l'incitation à la haine et la violence contre les opinions divergentes et contre les minorités. Notre approche englobera la lutte contre les menaces en ligne, la protection des victimes, l'incitation à porter plainte et la mise en place de conséquences en matière de délivrance de visas.
- Une démocratie résiliente doit se protéger contre les organisations qui ont pour but de saper l'État de droit démocratique. C'est ce que nous ferons, grâce entre autres à la révision récente du livre 2 du Code civil, qui entre en vigueur au 1^{er} janvier 2022.
- Nous renforcerons les moyens financiers et humains du Coordinateur national de la lutte contre le racisme et la discrimination, du Coordinateur national de la lutte contre l'antisémitisme, du Collège des droits de l'homme, du Médiateur national et des instances municipales de lutte contre la discrimination. Nous élaborerons avec tous ces organes un **plan pluriannuel de lutte contre toutes les formes de discrimination, de racisme et d'incitation à la haine**.
- Nous lutterons avec détermination contre la **misogynie**, y compris en ligne, les violences domestiques et l'exploitation sexuelle.
- Nous imposerons des amendes aux **organisations qui ont des pratiques discriminatoires ou racistes**. Les agences immobilières, les bailleurs et les agences d'intérim auront l'obligation de signaler les requêtes discriminatoires de leurs clients. Les organisations coupables de telles pratiques pourront se voir refuser l'attribution de marchés publics et de subventions. L'État utilisera les possibilités en matière de recrutement anonyme et de « open hiring ».
- Le **racisme institutionnel** n'a pas sa place dans notre société. Nous nous opposerons au **profilage ethnique**. Les organismes publics doivent donner le bon exemple en la matière. Nous continuerons à miser sur la hausse des dépositions grâce au déploiement d'agents antidiscrimination et au renforcement du réseau de police « rose en bleu » pour la communauté LGBTQI+.
- Nous continuerons à œuvrer à l'acceptation, à la sécurité et à l'émancipation de la communauté LGBTQI+ sur la base de l'**accord Arc en ciel** et de sa rigoureuse mise en œuvre législative et politique.
- Nous poursuivrons l'examen des propositions concernant la **gestation pour autrui** en nous appuyant sur le rapport de la commission d'enquête sur les pratiques passées de l'adoption internationale (commission Joustra).
- Les personnes handicapées devant pouvoir participer à part entière à la vie sociale, nous sommes favorables à l'ajout à l'article premier de la Constitution de l'**interdiction de la**

discrimination sur la base du handicap. Nous appliquerons ce principe dans la pratique en faisant de l'accessibilité une norme.

Intégration

Dans une société juste, l'origine d'une personne ne doit jamais déterminer son avenir. L'intégration est donc essentielle tant pour l'intéressé que pour la collectivité néerlandaise. Sa réussite exige que chacun prenne ses responsabilités et se voit, en même temps, offrir la possibilité de développer ses talents. Autrement dit : il s'agit de participer. Par l'apprentissage de la langue, le travail, la vie sociale et le respect de l'égalité et des libertés fondamentales ancrées dans notre Constitution.

- Pour favoriser l'intégration des nouveaux arrivants, nous poursuivrons la mise en œuvre de la **nouvelle loi sur l'intégration sociale**. Nous travaillerons également à la réintroduction de l'obligation d'intégration civique pour les personnes venant de Turquie. Il est crucial que les nouveaux arrivants (travailleurs immigrés, réfugiés) s'intègrent aussi rapidement que possible à notre société. Cela doit se faire sur la base de la réciprocité. Pour le nouvel arrivant, cela passe par la citoyenneté, l'apprentissage de la langue et la recherche d'un emploi. Les demandeurs d'asile qui ont de bonnes chances de l'obtenir pourront suivre des cours de néerlandais dès le premier jour. Les possibilités de travailler ou faire du bénévolat seront élargies.
- Nous voulons motiver les nouveaux arrivants à donner le meilleur d'eux-mêmes, y compris dans l'apprentissage de la langue. L'objectif reste la **maîtrise aussi bonne que possible de la langue**, de préférence de niveau B1. Nous passerons des accords avec les communes en vue de rattraper les retards le plus rapidement et efficacement possible. Ceux qui ont des difficultés à atteindre le niveau B1 devront s'en rapprocher autant que possible en vue de la naturalisation. Le gouvernement explorera à cet effet les possibilités d'une approche individualisée, à l'exemple de ce qui se fait dans le cadre de l'intégration civique.
- Nous soutiendrons la création d'un **registre de droit privé de nationalité non désirée** pour les binationaux ou plurinationaux qui souhaitent n'avoir que la nationalité néerlandaise mais n'ont pas la possibilité de renoncer à leur autre(s) nationalité(s). Nous soutiendrons les **initiatives citoyennes** favorisant l'intégration civique. Un système de jumelage avec un bénévole ou un jeune en service civique permettra aux nouveaux arrivants de découvrir la société néerlandaise.
- Nous attendons des nouveaux arrivants qu'ils adhèrent à la démocratie, à l'État de droit et aux droits fondamentaux et **respectent nos valeurs fondamentales**. Nous sévrons contre les crimes d'honneur et la limitation de la liberté des filles, des femmes et des personnes vulnérables. Nous élargirons les possibilités de poursuites pénales à l'encontre des complices. Nous protégerons les victimes de mariages forcés, d'abandon à l'étranger ou de mutilations génitales - un juge pourra prononcer une ordonnance de protection préventive - et nous interdirons l'hyménoplastie ainsi que sa préconisation. Le personnel médical et enseignant aura l'obligation de signaler les cas de violences liées aux questions d'honneur, de mariages forcés et de mutilations génitales féminines.
- Nous prendrons des mesures contre **l'influence et les sources de financement étrangères indésirables**. Nous renforcerons à cet effet la Taskforce comportement problématique et financement étranger indésirable (Documents parlementaires 35228, n° 39) et poursuivrons l'examen du projet de loi sur la transparence des organisations de la société civile (Documents parlementaires 35 646).

5. Un pays prospère

Une économie basée sur l'entrepreneuriat, l'innovation et l'équité

Les entreprises et les entrepreneurs sont les moteurs de notre économie. Ils nous sont indispensables. Il est donc nécessaire d'entretenir un climat qui leur soit favorable. Pour une société et une économie florissantes, nous avons besoins de startups dynamiques, de PME solides, de travailleurs indépendants autonomes et de milieux d'affaires impliqués. Aux Pays-Bas, les entreprises, grandes et plus modestes, travaillent de concert à l'accroissement de notre capacité de gain. C'est seulement ainsi que nous disposerons des ressources nécessaires pour investir en faveur de notre prospérité et de nos services publics. Nous voulons une économie qui profite à tous. Une économie dans laquelle les employeurs créent des liens durables avec leurs employés et œuvrent ensemble à une économie basée sur l'entrepreneuriat, l'innovation et l'équité.

- Les entreprises traversent une **période difficile due à la crise sanitaire** dont la fin n'est malheureusement pas encore en vue. Le gouvernement s'efforcera de trouver des solutions pour les entreprises saines dont la progression est entravée par l'endettement résultant de cette crise.
- **La coalition gouvernementale attache de l'importance aux PME.** La capacité de croissance et d'innovation des PME sera renforcée et l'entrepreneuriat sera stimulé. Cela passera par l'adoption d'une méthode pour mesurer les charges administratives qui prévoit, dès l'élaboration des textes législatifs, une évaluation de leur applicabilité pour les PME. Cela passera aussi par une simplification de la procédure d'embauche et de l'emploi de longue durée, la levée des obstacles inutiles au financement, le comblement du déficit de financement, l'aide à la numérisation et à la durabilité, le renforcement du statut des chefs d'entreprise dans le droit des faillites et l'utilisation plus stratégique des marchés publics.
- Nous **renforcerons les entreprises, améliorerons le climat des affaires** et adopterons une stratégie claire propre à stimuler une industrie manufacturière d'avant-garde. À cet effet, nous veillerons à la bonne formation de la main d'œuvre, nous remédierons à la pénurie de personnel ayant une formation technique et pratique et nous instaurerons un climat des affaires stable et prévisible. Nous nous engagerons aussi en faveur d'une concurrence équitable et de la protection contre les pratiques déloyales de pays hors UE. Nous demanderons aux entreprises d'apporter de leur côté une contribution honnête et de tenir compte de la dimension humaine et de l'environnement. Nous viserons l'indépendance stratégique grâce à la production en Europe de produits finis ou semi-finis cruciaux, à la protection des processus vitaux et à la prévention de toute mainmise indésirable sur la direction des entreprises vitales.
- Nous poursuivrons les investissements du **Fonds national pour la croissance** dans des projets axés sur le développement des connaissances, la recherche, le développement et l'innovation. Nous renforcerons ainsi notre capacité de gain et augmenterons notre croissance économique à long terme.
- Les **partenariats public-privé** dans le secteur du savoir et de l'innovation resteront un élément important de notre action pour les entreprises. Nous poursuivrons la politique en faveur des secteurs d'excellence. Nous augmenterons les investissements publics dans le savoir et l'innovation en resserrant la focale du Fonds pour la croissance sur ces secteurs et en instaurant un fonds pour la recherche et les sciences.

- Le dynamisme des rues commerçantes est essentiel à la **qualité de vie des villages et des villes**. Le gouvernement agira de concert avec les autorités locales pour lutter contre l'inoccupation des locaux commerciaux et stimuler la coopération entre le commerce de détail, les établissements de restauration et le secteur culturel. La politique économique accordera une place importante au tourisme et mettra sur sa déconcentration.
- Nous autoriserons des formules mixtes en adaptant **de façon responsable la réglementation** dans les zones commerciales, l'abus d'alcool restant fermement réprimé.
- Nous soutiendrons la **continuité des entreprises familiales** en simplifiant leur transmission et en la rendant plus juste, tout en luttant contre l'usage abusif de ce régime de succession.
- Conformément à l'objectif de Lisbonne sur l'économie de la connaissance, nous **investirons dans la recherche et le développement**. Nous donnerons des bases plus solides à nos centres d'expertise et aux écosystèmes innovants, tels que le cluster de technologie spatiale de l'ESTEC, que nous encouragerons aussi à coopérer au niveau régional et international. Nous soutiendrons les start-up et scale-up innovantes et axerons notre politique d'innovation sur trois grandes transitions : climat et énergie, numérisation et technologies clés génériques, économie circulaire.
- Chaque région compte. Nous poursuivrons les programmes *Regio Deals*. Nous renforcerons les partenariats public-privé afin de mettre à profit les opportunités économiques régionales. Nous coopérerons avec les pôles de connaissance régionaux au développement du statut de méga-port. La législation tiendra compte des spécificités des régions frontalières. À cet effet, nous coopérerons avec la Flandre, la Wallonie, la Rhénanie-du-Nord-Westphalie et la Basse-Saxe en nous efforçant de résoudre les difficultés.
- En vue de préserver une concurrence équitable, l'**entrepreneuriat social** sera favorisé grâce à l'introduction de la S.A.R.L. sociale. Cette nouvelle forme juridique sera dotée d'un cadre unique et clair établissant des exigences en matière de rapports, et le gouvernement proposera un dispositif amendé en faveur des initiatives en matière de durabilité afin d'autoriser une exception à la loi sur la concurrence.

Culture et industrie de la création

La culture constitue un investissement d'une importance capitale dans notre société : le pouvoir rassembleur, inspirant et stimulant de l'art et de la culture crée du lien, bouscule les perspectives et ouvre de nouveaux horizons. La crise sanitaire a montré la capacité innovante du secteur culturel mais aussi sa vulnérabilité.

- Soucieux de permettre son rétablissement, son renouveau et sa croissance, nous investirons **annuellement 170 millions d'euros** dans le secteur de la création et de la culture.
- Nous veillerons à l'**amélioration de la position sur le marché de l'emploi**, y compris en matière salariale, des créateurs de l'ensemble du secteur, des médias à la mode et à la musique. Nous encouragerons l'entrepreneuriat culturel.
- Un **plan de relance** sera mis en place pour aider les professionnels, les institutions et les associations d'amateurs à sortir de la crise et les renforcer.
- Nous voulons que la culture soit accessible à tous grâce à une **bonne répartition régionale** et à des investissements supplémentaires en faveur de la **participation culturelle**.

- Nous voulons que notre **histoire commune** bénéficie d'une attention accrue. C'est pourquoi l'État contribuera à la création d'un musée de l'histoire nationale et d'un musée de l'esclavage. À l'approche de l'année de commémoration 2023, nous prêterons une attention particulière au dialogue sur le passé esclavagiste et le racisme contemporain.
- Nous stimulerons l'**éducation musicale et culturelle à l'école**, et notamment les visites de musées.
- Nous souhaitons que **toutes les communes disposent d'une bibliothèque** moderne.
- Nous impliquerons l'**industrie de la création** dans les grandes missions sociales.

Numérisation

La révolution numérique actuelle offre de magnifiques chances à notre société et à notre économie. Des chances que nous exploiterons grâce à d'excellentes compétences numériques, à un marché numérique européen fort, à des infrastructures numériques de qualité et à une coopération ambitieuse dans le domaine de l'innovation technologique.

Parallèlement, la numérisation est source d'une fracture numérique et d'inégalités croissantes dans notre société. Elle met aussi à mal notre sécurité, l'État de droit, la démocratie, les droits de l'homme et les droits fondamentaux ainsi que notre compétitivité. Il est donc nécessaire de disposer de règles fermes, de dispositifs de contrôle et d'une autonomie stratégique.

- Les sciences, les entreprises, les start-up, les scale-up, les coalitions d'expertise et les pouvoirs publics agiront de concert pour **exploiter les chances offertes par les technologies numériques**. Nous stimulerons l'innovation et investirons dans les technologies des puces électroniques et les technologies clés génériques comme l'intelligence artificielle et l'informatique quantique. Dans le cadre européen, nous nous attaquerons à la position dominante des grandes entreprises et plateformes technologiques et à leur collecte massive de données en vue d'améliorer la compétitivité des entreprises et le respect de la vie privée des citoyens.
- Les Pays-Bas deviendront le **carrefour numérique** de l'Europe et l'ensemble de leur territoire sera doté d'un internet robuste, ultra rapide et sûr.
- Nous prendrons l'initiative et œuvrerons dans le cadre européen au **renforcement de la coopération entre les États membres dans le domaine de la numérisation**. Nous concentrerons nos efforts sur un emploi de l'intelligence artificielle plus axé sur le facteur humain, l'éthique numérique, le développement de l'identité numérique et de la cybersécurité, et le logiciel libre.
- L'enseignement et la formation continue offriront à tous la possibilité d'accéder aux connaissances et compétences numériques. Nous lutterons de façon ciblée contre l'illectronisme, grâce à un partenariat stratégique public-privé en faveur de l'acquisition de compétences numériques, et nous améliorerons l'accès aux services publics numériques, tout en conservant d'autres possibilités de communication avec l'administration.
- Nous souhaitons que les services de renseignement soient plus efficaces et renforcent leurs capacités de sorte à **déceler et à contrer les nouvelles menaces et attaques numériques qui se multiplient**, en garantissant un contrôle correct et efficace et le respect des droits numériques des citoyens.
- **Nous améliorerons la protection de nos entreprises, de nos infrastructures vitales et de notre capital économique** grâce à la coopération structurelle et centralisée du Centre national de la cybersécurité (NCSC), du Digital Trust Center (DTC), des pouvoirs publics, des entreprises et des scientifiques. Il leur sera ainsi plus facile de partager rapidement les

informations sur les vulnérabilités et les piratages.

- La cybercriminalité, telle que les attaques au rançongiciel, a un sérieux effet déstabilisateur. C'est pourquoi nous investirons dans un vaste **plan pluriannuel de cybersécurité** et dans le développement d'expertise en la matière au sein de la police, de la justice, du ministère public et de la défense.
 - **Nous reconnaitrons les droits fondamentaux des citoyens en ligne.** Nous renforcerons la sécurité de la communication numérique et nous soumettrons l'utilisation de la reconnaissance faciale à un cadre et contrôle légal strict. Nous investirons dans le renforcement du statut de l'Autorité de protection des données à caractère personnel et en faveur d'une plus grande coopération et cohérence des divers organismes de contrôle numérique. Nous légifèrerons en vue du contrôle de la transparence, du caractère éventuellement discriminatoire et de l'arbitraire des algorithmes. Un **organisme de contrôle des algorithmes** sera créé et chargé de cette responsabilité. L'État donnera l'exemple en cessant de collecter et de partager plus de données que nécessaire et élaborera des règles en matière d'éthique des données dans le secteur public. Les citoyens disposeront d'une **identité numérique** et contrôleront leurs propres données.
- Les grandes plateformes numériques seront responsables de la lutte contre la **désinformation et l'incitation à la haine** sur leurs sites. Nous renforcerons la protection des enfants contre la publicité en ligne non appropriée et le marketing qui les cible, nous leur donnons le droit de ne pas être suivis et de ne pas faire l'objet de profils de données.

6. Santé

La santé aux Pays-Bas

La santé revêt une grande importance pour chacun de nous. Nous en sommes particulièrement conscients depuis la crise sanitaire. Chacun doit être assuré d'avoir accès à des soins appropriés et abordables, jeunes et vieux, aujourd'hui et dans le futur. Cela passe par la coopération, l'écoute des patients et suffisamment de liberté d'action pour les tous les soignants. La bonne santé de la population suppose aussi que chacun assume ses responsabilités, envers soi-même et envers les autres. Notre système de santé repose sur la solidarité parce que nous voulons que tous ceux qui ont besoin de soins y aient accès. Notre système de santé publique n'est pas à remettre en cause, car il est d'un niveau élevé, mais il doit être amélioré. Les gens se demandent si les soins seront encore dispensés à l'avenir et s'ils resteront abordables. Nous devons faire en sorte que ce soit le cas. Nous devons aussi considérer la santé de façon plus large : l'enseignement, le sport, le logement, la sécurité socioéconomique et le cadre de vie sont autant de facteurs. L'espérance de vie des personnes vulnérables est de sept ans inférieure à la moyenne, leur durée de vie en mauvaise santé de quinze ans supérieure, et les enfants ayant une mauvaise hygiène de vie accusent souvent un retard. C'est inacceptable. Nous voulons que les soins de santé soient abordables, disponibles et accessibles pour tous. Nous devons pour cela faire des choix et mener des réformes drastiques qui demanderont du temps et seront basées sur le principe d'une prise en charge médicale appropriée.

Crise sanitaire

- Nous tirerons les enseignements de la crise du coronavirus, comme l'importance de la coopération, du décloisonnement et des nouvelles formes de travail en ligne, et anticiperons les futures crises sanitaires en **renforçant la préparation aux pandémies**. Cela suppose un engagement, y compris au niveau européen, en faveur de l'autonomie en matière de médicaments et de matériels médicaux, la garantie des intérêts publics et la constitution de réserves sanitaires, en concertation avec les spécialistes. Nous souhaitons aussi mettre en place un dispositif de soins intensifs variable et flexible, notamment en ce qui concerne le personnel. Nous renforcerons également le système de santé public.
- La crise sanitaire a demandé et demande encore le maximum du secteur. Avec elle, la charge de travail, les arrêts maladie et le manque de personnel se sont encore accrus. **Les métiers de la santé doivent devenir plus attractifs**. C'est pourquoi les salaires augmenteront. Les principes du « bon employeur » devront s'appliquer, avec notamment des améliorations ciblées dans l'évaluation et la prime pour horaires irréguliers. Un accord sectoriel sur la formation des personnels des établissements de soins, des maisons de retraite médicalisées et des soins à domicile soutiendra cet effort. Nous ferons en sorte d'augmenter le pouvoir décisionnel des intéressés, d'alléger les charges administratives, d'assurer une bonne formation continue et une meilleure coopération entre les prestataires de soins de santé. Dans les services de santé, travailler plus devra permettre de gagner plus.
- Nous réfléchirons à la possibilité qu'un **chef de service médical** opérant sur la base de connaissances techniques contribue à l'amélioration des soins dans le secteur public.

Prévention, sport et activité physique

- Nous voulons promouvoir la prévention et l'adoption précoce d'un mode de vie sain. Les enfants ayant une mauvaise hygiène de vie accusent souvent un retard. **C'est pourquoi nous**

lutterons contre les écarts de santé évitables. Nous maintiendrons les objectifs de l'**accord sur la prévention**, dont l'objectif est d'arriver à une génération en bonne santé en 2040, en promouvant en particulier le sport, l'alimentation saine et l'exercice physique chez les jeunes. À cet effet, il faudra adopter une approche élargie qui stimule les choix favorables à la santé et décourage ceux qui lui sont néfastes, sans pour autant entraver la liberté individuelle.

- Nous **encouragerons la pratique du sport et de l'exercice physique** pour favoriser la bonne santé. Le chemin des associations sportives est la première étape vers une vie saine. C'est pourquoi nous les aiderons de sorte qu'elles soient prêtes à relancer la pratique sportive des Néerlandais.
- Nous élargirons l'accord sur la prévention à la **résilience mentale**.
- Nous augmenterons les **taxes sur les boissons sucrées** et celles sur le tabac. Nous passerons des accords contraignants avec l'industrie sur l'alimentation saine. Nous examinerons les possibilités d'instaurer une taxe sur le sucre et de supprimer progressivement la TVA sur les fruits et légumes.
- Nous accroîtrons nos investissements dans la recherche sur la maladie d'Alzheimer, l'obésité et le cancer et leurs traitements, chez les adultes comme chez les enfants.
- Pour mieux comprendre l'impact social des addictions, nous nommerons un **rapporteur national sur les addictions** qui publiera des rapports réguliers sur l'ampleur et l'évolution de cette problématique.

Système de santé (traitements et soins)

- La règle sera la **prise en charge médicale appropriée**, c'est-à-dire efficace de façon avérée, de sorte à éviter le surtraitement. Cela signifie que la prise en charge visera la santé, le fonctionnement et la qualité de vie, que sa définition impliquera patient et professionnel de santé et que sa mise en œuvre se fera dans le lieu adéquat. Les soins courants et peu complexes seront disponibles à proximité pour tous, les soins peu courants et complexes se feront dans des services spécialisés. Nous donnerons aux organisations de contrôle et aux instances de mise en œuvre les moyens d'assurer un pilotage en ce sens. À partir d'un cadre définissant la prise en charge appropriée, nous améliorerons et élargirons la détermination des soins devant relever de la couverture de base. Le rapport coût-efficacité avérée sera aussi pris en compte pour les prises en charge relevant de la loi sur les soins de longue durée (Wlz), de la loi sur la jeunesse et de la loi de 2015 sur l'accompagnement social (WMO). Le principe de la prise en charge appropriée signifie que le tarif de soins médicaux identiques sera le même en première et en deuxième ligne, que le rôle des généralistes sera renforcé et qu'ils disposeront de suffisamment de temps et de capacités.
- **Les prises en charge médicales planifiées et d'urgence doivent être pérennisées.** Nous demanderons à l'Autorité néerlandaise de la santé de dresser des **tableaux régionaux** à partir du principe sur les soins adaptés au lieu adéquat. Ils permettront de redessiner le paysage médical selon le principe d'une offre intégrale et de soins appropriés dans tous les domaines pour tous les habitants des Pays-Bas, indépendamment de leur lieu d'habitation.
- Nous **renforcerons la maîtrise des dépenses de santé liées à des médicaments et dispositifs médicaux onéreux**, dont nous voulons qu'ils soient sur le marché à un prix équitable. Nous nous engagerons en faveur de la transparence des structures et négociations tarifaires, notamment dans le cadre de la coopération européenne.
- L'application du principe de prise en charge appropriée combinée à l'intervention d'infirmie(è)r(e)s praticien(ne)s (POH) permettra de limiter l'afflux de patients dans les **services**

de santé mentale (GGZ). Afin d'éviter la saturation des soins d'urgence, nous attendrons de tous les professionnels des services GGZ qu'ils effectuent des services d'astreinte en soirée, la nuit et le weekend.

- Les personnes âgées doivent **pouvoir vieillir en bonne santé** chez elles ou dans un environnement adéquat. Il faudra pour cela augmenter les possibilités de logements pour les seniors et d'autres formes d'habitation, de logements adaptés à toutes les phases de la vie, d'aide informelle, d'e-santé, de domotique et de prévention des chutes. Un effort individuel sera aussi indispensable. Nous encouragerons les communes à recenser précocement les seniors potentiellement vulnérables et à faciliter le maintien à domicile.
 - En vue de pérenniser les soins aux personnes âgées, **le logement et la prise en charge médicale seront progressivement dissociés** de sorte à stimuler davantage le maintien à domicile. Il faudra pour cela privilégier les formes d'habitation innovantes et prévoir des modalités permettant à chacun, indépendamment de ses revenus, de rester à domicile et d'y recevoir des soins.
- Les personnes en situation de handicap possèdent un immense potentiel pour la société, mais elles ont parfois besoin d'un soutien pratique pour l'exploiter. Nous continuerons d'investir dans les soins aux handicapés et nous poursuivrons les initiatives positives du **programme Participer pleinement** (*Onbeperkt Meedoen*). Le budget personnalisé (PGB) sera maintenu car c'est un dispositif adéquat pour l'autonomie individuelle, et sera davantage axé sur la prise en charge médicale appropriée.
- La mise en œuvre d'un service d'aide à la jeunesse de qualité, précoce et adapté, qui accorde un rôle important à l'environnement individuel, permettra d'éviter une prise en charge plus lourde. Nous préciserons clairement ce que nous entendons par **service d'aide à la jeunesse**, et les communes seront mises en situation d'en assurer la prestation. Les marchés relatifs à l'aide spécialisée à la jeunesse (dont les services de santé mentale des jeunes) seront plus centralisés. Le système de protection de l'enfance sera amélioré et la protection des droits de l'enfant et de la famille y tiendra une place centrale.
- **Chacun reste propriétaire de ses données de santé.** Les échanges de données entre les patients et les prestataires de santé et entre ces derniers seront améliorés conformément à la législation en matière de respect de la vie privée et dans le souci d'une nécessaire uniformité. L'objectif final est un bon environnement sanitaire personnel (PGO) pour les patients.
- **Nous redéfinirons les modalités de la franchise de l'assurance médicale plus intelligente pour la rendre plus pertinente et abordable.** Elle ne sera plus payable en une fois mais par acte médical jusqu'à un maximum de 385 euros. Par ailleurs, nous observerons et freinerons la multiplication des quotes-parts en les plafonnant dans le système de remboursement des médicaments (GVS).
- Le **tarif d'abonnement** a permis la limitation de l'accumulation des frais médicaux, il est transparent et simple à appliquer. Le recours accru à l'aide familiale menace la disponibilité des prestations au titre de la loi sur l'accompagnement social. C'est pourquoi nous définirons une **contribution plus équitable à l'aide familiale**, basée sur des normes nationales et dans le souci d'assurer son caractère abordable pour les revenus faibles et intermédiaires. L'aide et le soutien resteront ainsi disponibles.
- Les prestataires et les assureurs conviendront sur une base contractuelle des dispositions relatives à la prise en charge appropriée, à la viabilité financière et à l'efficacité. C'est pourquoi

nous **améliorerons la procédure de passation de contrat**. Si le nombre de prestations hors contrat ne diminue pas suffisamment dans les soins de santé mentale et les soins infirmiers à domicile, des mesures supplémentaires seront prises, comme l'inscription obligatoire dans un registre de qualité et une indication de soins indépendante. Si cela reste insuffisant, nous envisagerons une contribution modeste ou une baisse du remboursement des soins hors contrat. Le patient conservera sa liberté de choix.

- Nous nous attacherons à **mesurer la qualité** des soins et à **lutter contre les manquements à l'intégrité des dirigeants des établissements de soins et des prestataires de santé**. Nous sanctionnerons les fraudes et les abus, notamment en matière immobilière, en particulier lorsque les bases de la prise en charge ne seront pas respectées. Par ailleurs, nous poserons des conditions complémentaires au versement de dividendes par les prestataires de soins en vue de prévenir les bénéfices excessifs. Il sera possible, sous strictes conditions, d'attirer des capitaux à risques dans le cadre d'investissements dans la qualité des soins.
- Le passage à la prise charge appropriée, la bonne gestion des hôpitaux et la limitation des effets pervers des incitations relèvent aussi de la responsabilité des groupements de médecins spécialistes. **Si ces groupements ne montrent pas de signes d'amélioration dans les deux ans, la législation imposera le salariat de tous les médecins spécialistes travaillant en hôpital**. Nous préparerons les textes afférents.
- Disposer d'un logement est essentiel pour la sécurité socioéconomique des personnes. Nous œuvrerons à la prévention du sans-abrisme, à la modernisation de l'accueil social et à la réalisation de places d'hébergement avec un soutien approprié pour les personnes sans abri ou en passe de le devenir.

Questions médico-éthiques

Les questions médico-éthiques rassemblent plusieurs enjeux, tels que l'autonomie, l'impératif de protection de la vie et les progrès médicaux. Elles demandent un débat rigoureux et respectueux qui passe par un dialogue au sein de la société, les avis du Conseil de la santé, une réflexion éthique et les évaluations de la loi.

Approche intégrale de la grossesse, de l'avortement et de l'accouchement

La prise en charge de la grossesse et de l'accouchement doit être axée sur la santé de la femme et de l'enfant, l'autonomie de la femme ainsi qu'une information et des soins appropriés. Dans les années à venir, nous améliorerons le soutien intégral de la grossesse, de façon à offrir à l'enfant un bon départ dans la vie et à prévenir les grossesses non désirées. Nous garantirons l'accès à l'avortement et, sachant l'impact possible d'une interruption de grossesse, nous nous efforcerons d'améliorer sa prise en charge et son suivi et d'en diminuer le nombre et la répétition.

- Nous offrirons aux jeunes, aux adultes et aux femmes en situation de vulnérabilité un programme d'**éducation sexuelle** axé sur les rapports protégés, le consentement mutuel et les conséquences des grossesses non désirées ainsi que les possibilités afférentes.
- Nous nous pencherons sur les causes des avortements afin de pouvoir proposer, avec les organisations de la société civile, des informations et un soutien appropriés en vue de **réduire le nombre de grossesses non désirées et d'avortements répétés**. À cet effet, nous faciliterons aussi l'accès à la contraception gratuite pour les groupes vulnérables.
- Nous renforcerons le **rôle des généralistes** en matière de grossesse de sorte qu'ils puissent offrir

un soutien supplémentaire aux femmes enceintes en situation précaire.

- **Les députés se prononceront en fonction de leurs considérations personnelles sur les propositions portant modification de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse (Wafz) en cours d'examen**, à savoir la proposition portant modification de la loi Wafz concernant l'amélioration de l'information et du soutien des femmes enceintes (35338), la proposition portant modification de la loi Wafz ainsi que d'autres lois concernant l'interruption médicamenteuse de grossesse par le généraliste (34891) et la proposition portant modification de la loi Wafz concernant la suppression du délai de réflexion minimal obligatoire pour l'interruption de grossesse (35737).
- Nous **améliorons le suivi** des femmes qui choisissent d'interrompre leur grossesse, de confier l'enfant à l'adoption ou au placement en famille d'accueil ou d'accoucher sous x.
- Toutes les femmes pourront gratuitement bénéficier d'un **test prénatal non invasif (TPNI) et d'une échographie à la 20^e semaine de grossesse**. Le contrôle prénatal comprendra un temps dédié au conseil, à la réflexion et à l'information sur les possibilités de la vie en situation de handicap.
- La prise en charge des bébés malades ou prématurés sera facilitée et sa promotion renforcée, et nous soutiendrons la recherche visant à l'amélioration des **soins de néonatalogie**.
- Le programme **Un bon départ (Kansrijke Start)** sera mis en œuvre dans toutes les communes afin de soutenir les femmes et les nouveau-nés durant les 1 000 jours suivant la naissance, qui revêtent une importance cruciale pour la santé, le bien-être et le développement futur.

Vieillir et mourir dignement

Que la fin de vie soit volontaire ou pas, elle mérite d'être entourée de soins attentionnés. Si nous souhaitons tous vieillir dignement, la réalité n'est pas toujours conforme à nos vœux. Nous améliorerons la prise en charge de la fin de vie, volontaire ou non, dans le respect des différences.

- Nous continuerons nos efforts en faveur d'une **vieillesse digne**, en premier lieu grâce à la prise en charge appropriée des personnes âgées. Nous poursuivrons la coalition sociale Unis contre la solitude (*Een tegen eenzaamheid*). Nous encouragerons aussi les rencontres entre jeunes et seniors par exemple dans le cadre d'un service civique volontaire et de logements leur permettant de cohabiter à un prix abordable.
- Nous renforcerons l'**expertise des médecins** concernant l'approche de la fin de vie volontaire et nous encouragerons un dialogue précoce sur les souhaits relatifs à la fin de vie entre médecin et patient afin que ce dernier puisse réfléchir aux différentes options (planification anticipée des soins).
- Nous nous pencherons sur la **quatrième évaluation de la loi sur le contrôle de l'interruption de la vie sur demande et de l'aide au suicide** afin de clarifier la distinction entre euthanasie et soins palliatifs. Nous renforcerons les soins palliatifs, y compris les établissements dédiés à ces soins.
- Les avis sur l'**accompagnement de la fin de vie sur demande des personnes âgées** divergent au sein de la société et dans le monde politique. C'est aussi le cas dans la présente coalition gouvernementale. Les parlementaires se détermineront selon leurs propres convictions lors de l'examen de la proposition de loi sur le contrôle de l'accompagnement de la fin de vie sur demande des personnes âgées (document parlementaire 35534).

Loi sur les embryons

Les partis de la coalition ont des points de vue divergents sur les questions auxquelles touche la loi sur les embryons, à savoir la volonté de prévenir les maladies graves et l'impératif de protection de la vie.

- Sur la base de la troisième évaluation faite en 2021, le gouvernement **modifiera certains points de la loi sur les embryons**, tels que la définition de l'embryon, vu les développements concernant les « structures ressemblant à des embryons », et la régulation de deux types d'hybrides homme-animal, qui n'entre actuellement pas dans le champ de ladite loi. Nous demanderons au Conseil de la santé d'émettre un avis indiquant s'il juge souhaitable et acceptable de repousser la limite des 14 jours établie par la loi sur les embryons. Nous participerons aussi au dialogue sur la modification de la lignée germinale dans le cadre européen.
- Les groupes parlementaires du D66 et du VVD prépareront **deux initiatives parlementaires**. L'une concernera le diagnostic génétique préimplantatoire pour les porteurs d'anomalies héréditaires sévères ; l'autre posera les premiers jalons menant à l'examen parlementaire de la levée de l'interdiction de la création d'embryons sans finalité procréative, sous conditions et après approbation du Comité central sur la recherche impliquant des sujets humains (CCMO). Les initiateurs de ces deux propositions intégreront à leurs textes les résultats de la vaste consultation préalable qu'ils organiseront sur ces questions.

7. International

Politique étrangère

Nous vivons dans un monde marqué par l'évolution des rapports de force et l'instabilité du pourtour européen. L'attitude de pays tels que la Chine et la Russie nous oblige à défendre plus activement notre liberté, notre sécurité et notre prospérité. Nous sommes confrontés à d'importants défis mondiaux : changement climatique, lutte contre les pandémies, migrations, relance économique et inégalités. L'ordre juridique international, les droits de l'homme et les groupes vulnérables sont menacés. Dans ce contexte, il revient au Royaume des Pays-Bas de jouer un rôle moteur et à l'UE de se montrer forte et résolue. L'Europe nous apporte la paix, la sécurité et la prospérité. Outre une communauté économique, l'UE est une communauté de valeurs. Elle doit jouer un rôle d'acteur au lieu d'être le terrain de jeu d'autres grandes puissances.

Union européenne

- Les Pays-Bas joueront un rôle moteur s'agissant de rendre **l'UE plus efficace, économiquement plus forte, plus verte et plus sûre**. Dans cette perspective, ils coopéreront de façon intensive avec les pays ayant les mêmes vues et formeront si nécessaire des pelotons de tête pour la recherche de solutions, par exemple concernant le climat, les migrations, la sécurité, le commerce et la lutte contre l'évasion fiscale. Nous appliquerons les directives européennes.
- Les États membres qui enfreindront les valeurs communes, les accords ou les principes de l'État de droit démocratique seront rappelés à l'ordre dans le cadre du **mécanisme de protection de l'État de droit**.
- Nous encouragerons **l'autonomie stratégique de l'UE**, nous stimulerons l'innovation et œuvrerons à une politique industrielle intelligente. Nous nous situerons ainsi à la pointe dans le domaine de la numérisation et des nouvelles technologies.
- Concernant la **politique étrangère de l'UE**, nous viserons la suppression du droit de veto pour ce qui est des sanctions, des violations des droits de l'homme et des missions civiles. Nous examinerons ensuite pour quels autres domaines de la politique étrangère de l'UE cela serait souhaitable et faisable pour plus d'efficacité.
- Nous examinerons les options pour un **conseil de sécurité européen** et ferons des propositions concrètes.
- Nous nous engagerons en faveur de l'impôt sur les services numériques, de la taxe aérienne, de la taxe carbone aux frontières et d'un taux minimum d'impôt sur les bénéfices visant à éviter la concurrence déloyale entre les États membres. Ces prélèvements se feront en principe au niveau national. Nous coopérerons également à la lutte contre l'évasion fiscale.
- Nous agissons en faveur d'une **politique macroéconomique saine et prudente** et de la mise en œuvre par les États membres des réformes nécessaires pour assurer la viabilité de la dette, la croissance et la convergence vers le haut. Nous aborderons la modernisation du Pacte de stabilité et de croissance de façon constructive là où elle visera ces objectifs. À cet égard, nous exigerons un contrôle efficace.
- En vue d'accroître la **légitimité démocratique**, nous voulons que le Parlement européen puisse démettre un eurocommissaire de ses fonctions. Nous étudierons comment améliorer le système de désignation des têtes de listes lors des élections européennes. Suite à la conférence sur l'avenir de l'Europe, nous resterons ouverts à la modification des traités si elle est dans l'intérêt des Pays-Bas et de l'Europe.

- Nous nous efforcerons de rendre le **processus décisionnel au sein de l'UE plus transparent** aux yeux des citoyens et des parlements nationaux. Nous voulons aussi que les résultats et la valeur ajoutée de la politique européenne soient plus visibles. Nous ancrerons cet objectif dans une loi sur l'Europe.
- Nous agissons au sein de l'UE en faveur d'une **intensification de la coopération avec les pays des Balkans occidentaux et de leur soutien**. Nous serons stricts mais justes en matière d'adhésion.

Affaires étrangères

- Nous **orienterons notre politique étrangère selon les cinq axes suivants** : 1) favoriser la coopération internationale en jouant un rôle moteur au sein de l'UE et des organisations internationales, en renforçant le lien transatlantique et en créant de nouveaux partenariats, 2) recentrer notre action sur nos intérêts internationaux, 3) réduire notre dépendance concernant les biens stratégiques et les matières premières, 4) continuer à promouvoir le respect des droits de l'homme, 5) améliorer l'accessibilité et la qualité des services aux Néerlandais à l'étranger (renforcement de notre réseau diplomatique).
- Nous soutiendrons l'emploi stratégique de la **puissance économique de l'UE** par un mécanisme de sanctions de portée extraterritoriale.
- Les **missions militaires** seront conformes au droit international et reposeront de préférence sur un mandat clair du Conseil de sécurité des Nations unies tenant compte des enseignements tirés des missions précédentes.
- Dans le cadre des engagements avec nos alliés, nous contribuerons à favoriser l'émergence d'un **monde dénucléarisé**.
- **Nous lutterons contre l'ingérence étrangère** par la pénalisation de l'espionnage. Pour répondre à l'interpénétration des enjeux nationaux et internationaux de la sécurité, nous allons créer un conseil de sécurité national.
- La **loi sur la nationalité néerlandaise** entraîne dans certains cas des difficultés indues. Nous réformerons le processus de perte automatique de la nationalité néerlandaise pour les Néerlandais qui résident hors du territoire de l'UE depuis plus de 10 ans et sont en possession de plusieurs nationalités. Nous ferons en sorte qu'il leur soit plus facile de garder la nationalité néerlandaise parallèlement à leur autre nationalité ou, pour ceux nés après le 1^{er} avril 2003, de la récupérer.
- Les Pays-Bas continueront, avec les autres pays concernés, à tout mettre en œuvre afin que **la vérité soit faite, que la justice soit rendue et que soient établies les responsabilités du crash du vol MH17**.
- Nous condamnons les **violations des droits de l'homme** et les combattons de façon ciblée. Nous viserons particulièrement les violations les plus graves (telles que les crimes contre l'humanité) et celles envers la liberté religieuse (persécution des chrétiens), les droits des personnes LGBTIQ et la liberté de la presse. Les ambassadeurs thématiques seront maintenus en fonction. Nous augmenterons notre contribution au Fonds pour les droits de l'homme.
- Avec un nombre représentatif de pays membres de l'UE partageant les mêmes vues, les Pays-Bas se pencheront sur la **reconnaissance des génocides** et les conditions qui en régissent l'expression commune. Les décisions des cours ou tribunaux internationaux, les études scientifiques et l'avis du Conseil de sécurité des Nations unies seront déterminants en la matière.

- Concernant le processus de Paix au Moyen-Orient, les Pays-Bas continueront de promouvoir la solution à deux États ainsi que l'amélioration des relations et de la coopération concrète entre Israéliens et Palestiniens.

Défense

- Durant cette nouvelle législature, nous investirons 10,7 milliards d'euros dans la maintenance et l'intensification de nos dépenses militaires. Nous augmenterons les dépenses militaires de 3 milliards d'euros par an.
- Un **OTAN fort** reste la pierre angulaire de notre défense collective. Cependant les pays européens devront plus souvent trouver par eux-mêmes des solutions aux conflits. Nous **augmenterons substantiellement les dépenses militaires et renforcerons notre armée** pour lui permettre d'accomplir ses trois missions constitutionnelles et de remplir ses obligations internationales.
- Nous donnerons une **base solide à nos forces armées**. À cet effet, le ministère de la Défense modernisera sa grille salariale et sa politique du personnel tout en rattrapant les retards en matière de matériel, de TIC, de stocks et de capacités médicales. Nous renforcerons le soutien au combat et augmenterons la dotation en moyens déployables pour accroître la capacité de projection. Le ministère de la Défense vendra ses biens immobiliers superflus et durabilisera ceux dont il a besoin en tenant compte de l'impact régional.
- Nous **moderniserons le matériel** (numérisation, innovation et nouvelles capacités nécessaires) en nous plaçant dans une perspective à long terme.
- Nous **approfondirons la coopération avec les pays européens voisins**. Afin de continuer à accomplir correctement nos missions essentielles, nous mettrons en place un dispositif pluriannuel de coopération intensive et de renforcement de nos spécialités, augmentant ainsi nos effectifs militaires, leur qualité et leur efficacité. Nous favoriserons les achats communs, augmenterons l'interopérabilité et franchirons un pas supplémentaire avec l'armée de terre allemande dans le regroupement de nos unités. Nous coopérerons également avec les pays voisins en matière de maintenance.
- Au sein de l'OTAN, les Pays-Bas se concentreront davantage sur la **protection de leur région**.
- Nous renforcerons nos spécialités dans le domaine de la **cybersécurité et du renseignement**, en étroite concertation avec nos principaux partenaires.
- Au niveau européen, nous renforcerons la coopération sous la forme de **missions et d'exercices conjoints**, notamment en matière de lutte contre la piraterie, de recherche et de développement, de mobilité militaire, de cybersécurité et de lutte contre la désinformation. Nous soutiendrons la transformation des groupements tactiques de l'UE en capacité de déploiement rapide. À cet effet, l'état-major militaire de l'UE sera renforcé, en évitant autant que possible les doublons avec l'OTAN.
- Pour assurer notre **indépendance stratégique**, nous œuvrerons, en observant les règles de l'UE, en faveur d'une défense néerlandaise agile et d'une concurrence européenne plus équitable.
- Les Pays-Bas joueront un rôle actif dans le **développement des capacités de défense** européennes et se joindront au consensus croissant sur la reconnaissance mutuelle des agréments.
- Nos règles et politiques nationales tiendront compte de la position particulière de la Défense.

Commerce extérieur et Coopération au développement

- Les Pays-Bas mèneront une **politique commerciale active** qui s'articulera autour des accords internationaux de commerce et d'investissement (tels que le CETA). Dans le cadre de ces accords, nous nous engagerons en faveur de normes sévères en matière de production équitable, de droits de l'homme, de sécurité alimentaire, de croissance durable et de climat.
- Parallèlement, nous **protégerons nos entreprises contre les investissements indésirables et la concurrence déloyale**. Nous soutiendrons les PME en vue de leur réussite internationale. Nous verdirons nos instruments commerciaux en réponse aux accords de Paris et de Glasgow.
- Au sein de l'UE, les Pays-Bas promouvront la **législation relative à la responsabilité sociale des entreprises dans un contexte international** (RSE). Ils la transposeront au niveau national en tenant compte de la concurrence équitable avec les pays voisins et d'une éventuelle réglementation européenne.
- Nous nous efforcerons de recourir si possible à l'arbitrage de la nouvelle **cour de règlement des différends** ou des institutions nationales, et de rendre les mécanismes complémentaires transparents.
- Nous **augmenterons les dépenses annuelles au titre de la coopération au développement** de 500 millions d'euros, par rapport à la norme internationale, et nous consacrerons ces dépenses supplémentaires au programme mondial de vaccination COVAX, à l'aide aux pays en développement désireux d'élaborer des mesures « vertes » d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, et à l'accueil dans la région d'origine (éventuellement dans le cadre d'accords plus larges en matière migratoire).
- Nous continuerons à mener une politique ciblée de coopération au développement. Nous **contribuerons ainsi plus substantiellement à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD)** et à la lutte contre les causes profondes de la pauvreté, du terrorisme, des migrations et du changement climatique. Nous poursuivrons ces objectifs ambitieux avec des partenaires nationaux, dont la société civile, et internationaux.
- Nous développerons une **stratégie néerlandaise de santé mondiale** et viserons l'éradication à l'horizon 2030 du VIH, dans le cadre de la santé et droits reproductifs et sexuels (SDRS), et de la tuberculose.
- Nous formulerons une **stratégie pour l'Afrique** visant à stimuler un développement économique équitable, à réduire la pauvreté, à améliorer les droits de l'homme et à limiter la migration clandestine.
- Une partie du budget alloué à la coopération au développement restera disponible pour l'**aide d'urgence** par l'intermédiaire de partenaires nationaux tels que Dutch Relief Alliance. Les fonds pour l'aide d'urgence comprendront un budget dédié aux soins psychosociaux.

Migrations

Les Pays-Bas défendront une politique d'immigration et d'asile juste, humaine et efficace. Nous voulons autant que possible canaliser et maîtriser les flux migratoires. Contrôler qui entre sur le territoire, qui est autorisé à rester ou doit partir. Notre politique migratoire reposera sur deux piliers corrélés : l'amélioration et le renforcement de la migration légale et, parallèlement, la limitation de la migration clandestine, la lutte contre les nuisances et la fraude ainsi que la promotion du retour en cas de séjour irrégulier. L'objectif est de structurer autant que possible le phénomène migratoire, de limiter le plus possible les flux irréguliers et de maintenir et renforcer l'acceptation sociale de

l'immigration. Nous agissons conformément aux traités internationaux et à la législation de l'UE. Dans les années à venir, il faudra sur ce plan assurer le soutien financier de l'accueil dans la région d'origine et mettre en œuvre une coopération efficace et plus avisée au sein de l'Union européenne. Mais il faudra aussi mettre nos propres affaires en ordre : procédures d'asile plus rigoureuses et plus rapides, mise en œuvre plus constante, lutte contre les nuisances et lancement plus rapide du processus d'intégration ou de retour.

Immigration de travail

- Les développements démographiques, dont le phénomène migratoire, influencent fortement les marchés néerlandais du travail et du logement. En vue de **mieux maîtriser les migrations** et de pouvoir anticiper à temps, nous voulons avoir un aperçu régulier des flux attendus (travailleurs migrants, migrants qualifiés, demandeurs d'asile). Il serait possible d'utiliser un système **de points** selon l'exemple allemand. L'avis de la Commission consultative sur l'immigration et l'intégration (ACVZ) sur ce sujet sera déterminant.
- **Structurer l'immigration de travail** : au sein de l'UE la libre circulation des personnes s'applique. Des travailleurs migrants et des migrants qualifiés originaires de pays tiers arrivent aussi sur le territoire européen. Divers secteurs et entreprises ont un grand besoin de ces travailleurs. Nous appliquerons les recommandations du **rapport de la commission Roemer sur la protection des travailleurs migrants** afin d'éviter les abus en matière de migration de travail. L'objectif sera de lutter contre l'exploitation et les mauvaises conditions de logement des travailleurs et d'éviter la concurrence déloyale et la discrimination sur le marché du travail.
- Dans le cadre d'**accords avec des pays tiers** sur le retour des demandeurs d'asile déboutés, nous élaborerons une politique permettant la délivrance ciblée de visas et une migration de travail circulaire légale et temporaire dans les limites d'arrangements réciproques stricts.

Asile

- Les Pays-Bas resteront toujours ouverts à l'accueil de personnes fuyant la guerre, les violences et les persécutions, et assumeront aussi leurs responsabilités au niveau international. Avec d'autres pays européens, nous contribuerons à l'aide humanitaire des réfugiés, notamment sur les îles grecques. Nous œuvrerons à une **politique d'asile européenne efficace et humaine**. Durant cette nouvelle législature, nous contribuerons à une révision fondamentale du régime d'asile européen commun (RAEC) telle que proposée par la Commission européenne et consignée dans le point de vue du gouvernement. Si cela ne va pas assez vite, nous formerons un peloton de tête avec des États membres aux vues proches des nôtres.
- En cas de crise humanitaire ou de forte hausse des arrivées de demandeurs d'asile aux Pays-Bas, nous œuvrerons avec les pays voisins partageant nos vues au **contrôle des frontières, à la relocalisation et à la coopération opérationnelle**. Nous disposerons ainsi d'un dispositif permettant de réagir de façon adéquate en temps de crise.
- Dans le cadre de la politique d'asile européenne, nous viserons la mise en place de **partenariats avec des pays tiers** répondant matériellement aux conditions de la Convention sur les réfugiés, pour maîtriser les flux migratoires et mettre les retours en œuvre. En échange d'accords sur le commerce, l'aide, le soutien en matière d'accueil et une migration de travail circulaire légale et temporaire, les pays concernés s'engageront à reprendre leurs ressortissants demandeurs d'asile déboutés et à lutter contre la migration clandestine. Ceux qui ne coopéreront pas pourront se voir refuser la délivrance de visas pour leurs ressortissants.
- En vue de lutter contre la migration clandestine et la traite des êtres humains, nous voulons **renforcer la protection des frontières extérieures de l'UE** dans le cadre des traités internationaux. Les peines encourues pour trafic de clandestins seront alourdies.
- Soucieux de remédier aux **causes profondes des migrations**, nous renforcerons notre commerce extérieur et notre coopération au développement. Nous augmenterons notre contribution à l'accueil des réfugiés dans la région d'origine.

Ajustement de la mise en œuvre

- Sur le papier, la procédure d'asile aux Pays-Bas fonctionne bien, mais dans la pratique nous pouvons mieux faire. Nous mettrons en œuvre l'intégralité des recommandations de la **commission Van Zwol sur les étrangers séjournant de façon prolongée sans titre de séjour valable**. Nous garantirons ainsi la célérité et la qualité des procédures, nous éviterons leur multiplication inutile, nous préserverons leur caractère humain et agirons contre l'obstruction au retour des demandeurs d'asile déboutés. En réponse aux recommandations de cette commission, le gouvernement examinera à court terme comment mieux prendre en compte de l'intérêt des enfants dans la procédure d'asile, considération prise de la jurisprudence internationale et de la politique menée chez nos voisins.
- Le **financement des organismes chargés de la procédure d'asile (notamment l'IND et le COA) doit être plus régulier** et partant, viable. Nous investirons 200 millions d'euros à cet effet. Nous renforcerons l'expertise de l'IND concernant l'évaluation des personnes LGBT et les convertis en faisant appel à des spécialistes externes.

Accueil et retour

- Les demandeurs d'asile auteurs de troubles, la plupart du temps originaires de pays sûrs, nuisent à l'acceptation sociale de l'accueil des vrais réfugiés et perturbent la quiétude des riverains des centres d'accueil ainsi que des autres demandeurs hébergés et du personnel. C'est

pourquoi de nombreuses mesures ont été prises ces dernières années pour remédier à ces nuisances. Nous poursuivrons et renforcerons l'action contre **les fauteurs de troubles** aussi bien dans les centres d'accueil que dans leur voisinage et les transports publics.

- **Les personnes n'obtenant pas d'autorisation de séjour aux Pays-Bas devront retourner dans leur pays d'origine.** Nous prendrons des mesures efficaces visant ou contribuant au retour ou au départ des personnes non autorisées à séjourner aux Pays-Bas, à savoir : intensification de l'accompagnement dans le cadre du processus de retour ; renforcement du contrôle de présence dans les centres d'accueil ; dans les structures d'accueil familial des centres, enseignement dispensé dans la langue du pays d'origine ; extension du dispositif d'accueil des migrants déboutés et sans-abri (LHV) pour en faire un réseau couvrant l'ensemble du pays et dont la vocation sera de préparer au retour. Ce type d'accueil organisé jusqu'à maintenant par les seules communes n'aura ainsi plus lieu d'être et ne sera donc plus financé par l'État. Au terme d'un processus rigoureux, la loi sur les décisions prononçant l'expulsion du territoire sera amendée de sorte qu'elle puisse aussi s'appliquer aux demandeurs d'asile déboutés qui doivent ou peuvent partir mais ne coopèrent pas à leur retour ou départ ; ce faisant, nous viserons en particulier les fauteurs de troubles.
- Après l'entrée en vigueur des mesures susmentionnées en matière de retour, nous augmenterons le quota du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (**HCR**) de 500 à 900 places de réinstallation.
- Ce nouveau quota inclura les **situations exceptionnelles** dans lesquelles les Pays-Bas sont sollicités au titre de la solidarité européenne.
- Nous poursuivrons l'examen de **projet de loi sur la procédure de détermination de l'apatridie** (Documents parlementaires 35687). Nous réfléchirons dans ce cadre à l'intérêt d'une étude complémentaire sur l'ampleur et l'approche du phénomène des sans-papiers et des apatrides en long séjour aux Pays-Bas.

Annexe financière

Grâce à sa prudence budgétaire le gouvernement dispose de réserves financières suffisantes pour faire face à la crise sanitaire. Les défis considérables qui nous attendent exigeront à nouveau beaucoup sur le plan financier. La prise de mesures énergiques ne devra toutefois pas nuire à la solidité budgétaire à long terme. Dans cet esprit, le gouvernement mènera une politique budgétaire tendancielle basée sur des règles claires.

- Pour maintenir une bonne pondération entre réponse aux principaux enjeux sociétaux et prudence budgétaire, nous viserons le rapide retour à la baisse du déficit budgétaire. Nous accepterons une hausse temporaire de la dette publique afin de répondre aux défis auxquels nous sommes confrontés, puis nous œuvrerons à sa réduction. Compte tenu des circonstances externes, l'objectif est que le déficit budgétaire (au sens de l'UEM) s'établisse à 1,75 % du PIB.
- Cela implique une marge budgétaire structurelle d'environ 13 milliards d'euros et une marge conjoncturelle plus importante pour les 10 à 15 prochaines années. Cette marge conjoncturelle sera affectée aux grands enjeux sociétaux comme le climat, les émissions d'azote et le retard d'entretien, le raisonnement étant que ne pas résoudre ces problèmes dès maintenant entraînerait des dépenses croissantes à long terme. Des fonds dotés de 60 milliards d'euros seront créés pour le climat et l'azote. Ces fonds requerront un solide mécanisme de décision et de gouvernance, à l'exemple du MIRT (programme pluriannuel sur l'infrastructure, l'aménagement du territoire et les transports) et du fonds pour le Delta. La gouvernance aura pour objectifs et principes : la planification à long terme, l'élargissement des pouvoirs des ministres responsables, le contrôle de l'efficacité et de l'efficacités par le ministre des Finances et un contrôle parlementaire strict.
- Les conséquences du présent accord de coalition sur les finances publiques sont exposées dans l'annexe budgétaire (non traduite). Les dépenses augmenteront substantiellement dans le but de répondre aux défis sociétaux. La hausse des dépenses de santé est une menace pour la viabilité à long terme des finances publiques. C'est pourquoi le choix a été fait d'intensifier les efforts de préparation aux pandémies durant la présente législature. Le tassement à long terme des dépenses de santé contribuera à pérenniser la bonne santé budgétaire.
- Les règles budgétaires en vigueur seront maintenues. Ainsi, les revers seront compensés sans dépasser le plafond prévu, et les excédents (sous-utilisation) seront affectés au solde. Les recommandations faites par le 16^e groupe d'étude sur la marge budgétaire seront adoptées. Il s'agit par exemple de définir un plafond d'investissement, de dissocier autant que possible les recettes et les dépenses et de communiquer sur l'évolution annuelle des dépenses et des recettes.
- Les excédents seront affectés de la manière suivante : si l'estimation du déficit budgétaire réel à long terme est inférieure à 1 % du PIB, la marge sera affectée pour moitié à l'allègement des charges fiscales et pour l'autre au remboursement de la dette. Cela implique que, dans un premier temps, les excédents résultant de la différence entre le solde réel et le solde prévu à long terme seront entièrement affectés au remboursement de la dette publique. La décision à ce sujet sera prise lors des arbitrages budgétaires du printemps. Il sera alors aussi décidé des conséquences des changements dans les dépenses de santé et de leur impact sur les cotisations d'assurance maladie ; le mécanisme d'augmentation automatique des charges fiscales pour compenser la baisse des cotisations d'assurance sera abandonné. La décision devra dorénavant être explicitée.
- Au moment des arbitrages budgétaires du printemps, le gouvernement arrêtera aussi les

grandes orientations de sa politique en matière de recettes et fixera les plafonds réels des dépenses. Les recettes totales de l'État varient en fonction de la conjoncture économique, tandis que l'évolution de la politique fiscale est régie par le cadre des recettes.

Ainsi, le budget de l'État fonctionne comme un stabilisateur économique.

- Un taux d'inflation supérieur à celui sur lequel table le présent accord entraînera une hausse non seulement des dépenses nominales mais aussi des recettes nominales par rapport aux prévisions. De ce fait, l'inflation ne menace pas directement la bonne santé des finances publiques. Ce n'est que lorsque l'inflation s'accompagne d'une hausse du taux d'intérêt réel qu'elle se traduit par un revers budgétaire. L'échéance moyenne de la dette publique est d'environ huit ans, ce qui fournit une protection à cet égard. Enfin, une hausse de l'inflation peut entraîner une baisse du pouvoir d'achat si les salaires n'augmentent pas suffisamment pour la compenser. Le gouvernement en tiendra compte chaque année pour arrêter sa décision concernant le pouvoir d'achat au moment des arbitrages budgétaires du printemps.

Aperçu financier

Le gouvernement a choisi de relever les défis sociétaux majeurs liés à l'azote, au climat, au retard d'entretien et au logement. Il investira aussi en faveur de l'accueil de la petite enfance et de l'éducation (pour « un bon départ »), de la sécurité socioéconomique et des revenus intermédiaires. Il accordera des crédits supplémentaires au renforcement de l'administration publique, qui doit placer le citoyen au cœur de son action. Il investira davantage dans la préparation aux pandémies. Dans le même temps, la coalition gouvernementale prendra des mesures visant à ralentir la hausse des dépenses de santé, et à préserver ainsi la bonne santé des finances publiques.

L'effort en faveur de la sécurité, nationale comme internationale, se traduira notamment par des crédits supplémentaires à la défense, élevant le niveau des dépenses militaires à la moyenne de l'UE et de l'Otan. Le gouvernement utilisera aussi les ressources de la facilité pour la reprise et la résilience de l'UE afin de financer les mesures prévues, dont celles du présent accord. Il augmentera les contributions destinées à l'amélioration du mode de vie, aux mesures environnementales ainsi qu'à la lutte contre l'évasion fiscale, et introduira des allègements ciblés, en particulier pour les revenus faibles et intermédiaires, les salariés et les familles.

| En millions d'euros Les montants positifs détériorent le solde | | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | Structurel |
|--|--|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|
| I. Ordre juridique démocratique | | 1 803 | 5 014 | 6 071 | 6 138 | 2 011 |
| a. | Bon fonctionnement de l'administration publique | 722 | 1 224 | 1 294 | 1 294 | 681 |
| b. | Collectivités territoriales | 1 050 | 3 749 | 4 731 | 4 814 | 1 300 |
| c. | Pays-Bas caraïbes | 31 | 41 | 46 | 30 | 30 |
| II. Un pays durable | | 405 | 4 167 | 7 258 | 9 724 | 3 265 |
| d. | Fonds azote (25 milliards jusqu'en 2035 dont 20 milliards jusqu'en 2030) | | 700 | 1 300 | 1 500 | 0 |
| e1. | Fonds climat et transition (35 milliards jusqu'en 2030) | | 800 | 1 980 | 3 310 | 0 |
| e2. | Autres dépenses pour le climat | | 12 | 78 | 94 | 55 |
| f. | Suppression de la taxe sur les bailleurs sociaux | | 470 | 900 | 1 420 | 1 710 |
| g. | Infrastructure (dont eau) | 405 | 2 185 | 3 000 | 3 400 | 1 500 |
| III. Sécurité et résilience de la société | | 220 | 640 | 960 | 1 100 | 1 000 |
| h. | Sécurité | 220 | 640 | 960 | 1 100 | 1 000 |
| IV. Sécurité d'existence et égalité des chances | | 2 450 | 7 069 | 9 970 | 11 713 | 12 237 |
| i. | Éducation, Culture et Sciences | 2 250 | 2 770 | 4 300 | 4 200 | 3 700 |
| j. | Introduction bourse d'étude (suppression du système de prêt) | 5 | 590 | 610 | 180 | 1 000 |
| k. | Garde d'enfant pour parents salariés (suppression de l'allocation de garde d'enfant) | 19 | 59 | 224 | 1 716 | 2 249 |
| l. | Hausse du salaire minimum légal (et simplification de l'allocation logement) | | | 900 | 1 400 | 1 400 |
| m. | Allègement des charges des revenus intermédiaires | | 3 000 | 3 000 | 3 000 | 3 000 |
| n. | Marché du travail (dont pauvreté et endettement) | 176 | 650 | 936 | 1 217 | 888 |
| Un pays prospère | | 50 | 250 | 300 | 300 | 0 |
| o. | Accords avec les régions | 50 | 250 | 300 | 300 | 0 |
| VI. Santé | | 785 | 1 495 | 1 226 | 42 | -4 519 |

| | | | | | | |
|---|--|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| p1. | Soins de santé | 545 | 1 195 | 866 | -268 | -4 819 |
| p2. | Amélioration de la préparation aux pandémies | 240 | 300 | 360 | 310 | 300 |
| VII Affaires internationales | | 821 | 2 233 | 4 444 | 4 756 | 3 556 |
| q. | Défense | 500 | 1 900 | 4 100 | 4 200 | 3 000 |
| r. | Coopération au développement et affaires internationales | 321 | 333 | 344 | 556 | 556 |
| Autres | | 8 | -3 595 | -3 970 | -4 241 | -4 240 |
| s. | Facilité pour la reprise et la résilience | | -1 500 | -1 500 | -1 500 | 0 |
| t. | Impôts | 8 | -2 095 | -2 470 | -2 741 | -4 240 |
| Total | | 6 541 | 17 273 | 26 259 | 29 532 | 13 310 |
| Solde UEM ¹ | | -3,2 % | -2,3 % | -2,4 % | -2,5 % | |
| Dettes UEM | | 58,6 % | 59,0 % | 59,6 % | 60,4 % | |
| Solde sous-jacent (objectif coalition) ² | | | | | | -1,75 % |

¹ Basé sur un effet de gain de 42 % pour la présente législature.

² Avec un solde budgétaire de -1,75 %, la dette se stabilisera à 60 % du PIB, en supposant un taux d'intérêt à 0 % et une croissance nominale à 3 % du PIB.

Explication

Le tableau ci-dessous détaille les mesures en faveur du climat prévues dans l'accord de coalition. L'impact CO₂ est une estimation, le Bureau du plan pour l'environnement et le cadre de vie (PBL) devra le calculer précisément.

Les chiffres du tableau définissent une fourchette de l'impact potentiel. Les mesures devront être détaillées plus avant et évaluées dans leur globalité par le PBL afin d'obtenir une bonne estimation de l'impact CO₂. Les dépenses et les recettes fiscales affectées aux autres priorités du gouvernement, comme les émissions d'azote, l'infrastructure, l'éducation, la sécurité et la défense, sont détaillées dans l'annexe budgétaire.

La répartition sectorielle n'a qu'une valeur indicative. Il appartient au gouvernement de définir un dispositif intégral qui aboutisse à une réduction suffisante des émissions et tienne compte des risques de fuite de carbone, de l'applicabilité, du rapport coût-efficacité et de la capacité du pays à générer des revenus.

| Mesures | Fourchette en millions de tonnes (min. et max., valeur indicative, 2030) ³ | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | Structurel | Cumulatif (2030) |
|---------|---|------|------|------|------|------------|------------------|
|---------|---|------|------|------|------|------------|------------------|

| Secteur électrique | | 0,5 | 2,0 | | 100 | 300 | 400 | 0 | 6 000 |
|---------------------------|--|------------|------------|--|------------|------------|------------|----------|--------------|
| <i>Dépenses</i> | | | | | | | | | |
| 1. | Subvention pour centrales à gaz décarbonées (Fonds) | 0,5 | 2,0 | | 50 | 100 | 150 | 0 | 1 000 |
| 2. | Construction de centrales nucléaires (5 milliards cumulativement) (Fonds) | | | | 50 | 200 | 250 | 0 | 5 000 |

| Industrie | | 5 | 6 | | -26 | -61 | -138 | -128 | -864 |
|------------------|---|----------|----------|--|------------|------------|-------------|-------------|-------------|
| <i>Dépenses</i> | | | | | | | | | |
| 3. | Suivi et contrôle de l'obligation d'économie d'énergie | 0,1 | 0,5 | | 0 | 0 | 0 | 14 | 56 |
| 4. | Programme d'incitation au développement et à l'extension du recyclage | 0,1 | 0,1 | | 7 | 8 | 9 | 7 | 70 |
| 5a. | Pourcentage obligatoire de recyclat dans les matériaux de construction | 0,15 | 0,3 | | 3 | 4 | 4 | 3 | 30 |
| 5b. | Projets de chaîne circulaire | 0,01 | 0,01 | | 2 | 2 | 2 | 2 | 16 |
| 6. | Captage et stockage de carbone (CSC) | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Recettes</i> | | | | | | | | | |
| 7. | Durcissement du régime de taxation du CO ₂ pour l'industrie | 4,0 | 4,0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 7a. | Taxation progressive du CO ₂ (prix plancher, pas de taxe forfaitaire) | 0,0 | 0,0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 8a. | Barème tarifaire de la taxe énergétique (Ajustement à l'objectif 55) (gaz et électricité) | 0,5 | 0,5 | | -250 | -500 | -500 | -500 | -3 750 |
| 8b. | Baisse du taux des 2 ^e et 3 ^e tranches de la surtaxe ODE sur l'énergie renouvelable (électricité) | 0,0 | 0,0 | | 288 | 500 | 500 | 500 | 3 788 |
| 8c. | Utilisation de l'enveloppe budgétaire de la motion Hermans (75 millions d'euros) | 0,0 | 0,0 | | -75 | -75 | -75 | -75 | -600 |
| 9. | Suppression des exonérations de taxe énergétique pour les procédés minéralogiques et métallurgiques | 0,1 | 0,5 | | | | -78 | -79 | -473 |

³ Les réductions d'émissions de CO₂ des différentes mesures ne peuvent pas être simplement additionnées, car elles interagissent. Les mesures pour le climat devront être évaluées dans leur globalité par le PBL afin d'obtenir une bonne estimation de l'impact CO₂.

| Environnement bâti | | 7 | 7 | | 247 | 635 | 1 254 | 637 | 11 120 |
|---|---|------|------|--|------|-------|-------|-------|--------|
| Dépenses | | | | | | | | | |
| 10. | Encouragement de l'utilisation de pompes à chaleur hybrides (150 000 par an) (Fonds) | 0,9 | 0,9 | | 0 | 0 | 150 | 0 | 900 |
| 11. | Programme national d'isolation (Fonds) | 0 | 0 | | 0 | 180 | 360 | 0 | 3 350 |
| 12. | Définition accélérée d'une norme d'isolation pour le parc locatif (liée à la suppression de taxe pour les bailleurs) | 1,0 | 1,0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 13. | Hausse de la durabilité des logements sociaux (Fonds) | 1,0 | 1,0 | | 0 | 100 | 330 | 0 | 2 750 |
| 14. | Normes de performance énergétique pour les bâtiments industriels neufs | 0,1 | 0,1 | | 0 | 50 | 50 | 0 | 500 |
| Recettes | | | | | | | | | |
| 15. | Modification de la 1 ^{re} tranche de la taxe énergétique (électricité) | 1,3 | 1,3 | | 247 | 305 | 364 | 637 | 3 620 |
| 15a. | dont 1 ^{re} tranche gaz (+5,23 ct) | | | | -227 | -275 | -320 | -493 | -3 043 |
| 15b. | dont 1 ^{re} tranche électricité (-5,23 ct) | | | | 474 | 580 | 684 | 1 130 | 6 663 |
| 16a. | Addition obligatoire de gaz vert (20 %) | 2,88 | 2,9 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16b. | Compensation gaz vert dans la facture énergétique | 0 | 0 | | 225 | 225 | 225 | 225 | 1 800 |
| 16c. | Utilisation de l'enveloppe budgétaire de la motion Hermans (225 millions d'euros) | 0 | 0 | | -225 | -225 | -225 | -225 | -1 800 |
| Agriculture et exploitation des sols | | 6 | 6 | | 0 | 0 | -145 | -133 | -836 |
| Dépenses | | | | | | | | | |
| 17 | Paquet azote (évolution identique des coûts ailleurs) | 5,0 | 5,0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Recettes | | | | | | | | | |
| 18a. | dont limitation de l'exemption de taxe énergétique pour la cogénération | 1,0 | 1,0 | | | | -100 | -100 | -600 |
| 18b. | dont suppression du tarif réduit pour l'horticulture sous serre | | | | | | -45 | -33 | -236 |
| Mobilité | | 3 | 4 | | -400 | -603 | -722 | -512 | -5 097 |
| Dépenses | | | | | | | | | |
| 19 | Verdissement du transport de passagers et des comportements en matière de voyage | 0,3 | 0,5 | | | 14 | 29 | 29 | 265 |
| Recettes | | | | | | | | | |
| 20 | dont taxe sur les véhicules à moteur (MRB++) électriques et à carburant fossile (basée sur le kilométrage) | 2,5 | 2,5 | | | | | 0 | 0 |
| 21 | Réduction à 0 % en 2026 de l'exemption de la taxe sur les voitures particulières et les motocyclettes (BPM) pour les utilitaires. | 0,7 | 0,7 | | | -217 | -351 | -141 | -2162 |
| 22 | Hausse de l'indemnité non imposable des frais de transport | -0,2 | -0,2 | | | | | | |
| 23 | Hausse de la taxe aérienne (400 millions d'euros) | 0 | 0 | | -400 | -400 | -400 | -400 | -3200 |
| Infrastructure, innovation et approche sur mesure | | 0 | 0 | | 750 | 1 450 | 2 150 | 80 | 22 580 |
| Dépenses | | | | | | | | | |
| 24 | 22 milliards pour 1) Subvention phase initiale d'accroissement ; 2) Investissements dans l'infrastructure (hydrogène, chaleur, équipements de charge des véhicules électriques, etc.) ; 3) Accords sur mesure contraignants avec l'industrie (politique industrielle verte), y compris l'encouragement des PME à l'innovation (Fonds) | | | | 700 | 1 400 | 2 070 | 0 | 22 000 |
| Recettes | | | | | | | | | |
| 25 | Hausse du budget destiné au régime d'abattement fiscal pour les investissements énergétiques (EIA) | 0,2 | 0,2 | | 50 | 50 | 50 | 50 | 400 |
| 26 | Hausse du budget destiné au régime d'abattement fiscal pour les investissements environnementaux ☐ (MIA) et pour la dépréciation accélérée des investissements ☐ environnementaux des entreprises (VAMIL) | 0,3 | 0,3 | | | | 30 | 30 | 180 |
| Autres | | 3,0 | 6,0 | | 300 | 500 | 800 | 0 | 5 600 |
| 27 | Effet du paquet « Ajustement à l'objectif 55 » (UE) | 1,0 | 2,0 | | | | | | |

| | | | | | | | | | |
|--------------|---|-------------|-------------|--|------------|--------------|--------------|------------|---------------|
| 28 | Effet de l'accord sur le climat + arbitrages budgétaires d'août | 2,0 | 4,0 | | | | | | |
| 29 | Coûts de mise en œuvre des collectivités territoriales et des bureaux d'analyse nationaux | | | | 300 | 500 | 800 | | 5 600 |
| 30 | Dissociation du dispositif de subvention pour l'énergie durable (SDE) et de la surtaxe sur l'énergie renouvelable (ODE) | 0,0 | 0,0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | | 25,4 | 31,0 | | 971 | 2 221 | 3 599 | -56 | 38 504 |